



Cette revue de la littérature a été réalisée grâce à la base de données documentaire du Réseau RECI : <http://biblio.reseau-reci.org/> et à celle de Cosoter : <http://cosoter-ressources.info/>



SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------------------------------|-----------|
| Jeunes et violences | 2 |
| Phénomène de bandes – de groupes | 8 |
| Ville et insécurité – Violences urbaines | 11 |
| Analyse des Violences/Emeutes urbaines de 2005 | 17 |
| Prévention de la délinquance | 22 |
| Travail social - Prévention spécialisée | 26 |
| Relations Habitants/Jeunes et police | 27 |
| Violences policières - Racisme dans la police | 31 |
| Genre et violences | 32 |
| Et ailleurs ? | 35 |
| | |
| Publications de l'ORIV | 37 |

JEUNES ET VIOLENCES

ABDELLAOUI Sid, **Les jeunes et la loi. Nouvelles transgressions ? Nouvelles pratiques ?** Paris. - Harmattan (L'), 2010, 217 p. (Criminologie)

Cet ouvrage découle du 25^{ème} congrès de l'Association Française de Criminologie (AFC), organisé en partenariat avec l'Université de Poitiers du 14 au 16 novembre 2007. Des praticiens et des chercheurs de France et de l'étranger reviennent sur ce que signifie être jeune et délinquant aujourd'hui et se demandent si on peut parler d'évolution du rapport à la loi et de transformation des images de la délinquance juvénile. Parmi les nombreuses contributions proposées, on retrouve des analyses sur : Les nouvelles pratiques de la justice des mineurs ; La question des arrêts de scolarité précoces, qui conduisent souvent à la délinquance ; La prévention spécialisée ; La manière dont les mineurs délinquants sont pris en charge par l'action éducative.

BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, **Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses**, Paris, Editions Fayard, 2003, 425 p. bibliogr. 7 p.

Dans un contexte de reprise économique, le 12 juillet 2000, survient une émeute à Montbéliard, dans la ZUP la Petite-Hollande. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, qui connaissent très bien cette zone géographique pour y avoir travaillé plus de 10 ans, trouvent des explications dans l'histoire même de Montbéliard. "Ces événements" seraient dus à une violence accumulée au temps du chômage et de la précarité, ainsi qu'à une coupure entre les habitants de la cité et le reste de la société."

BEGAG Azouz, DELORME Christian, **Rites sacrificiels des jeunes dans les quartiers en difficultés**, In: *Les Annales de la recherche urbaine*, n°54, 1992. Violences dans les villes. pp. 45-51.

Devant la multiplication des actes d'autodéfense commis par des Français légitimes, les autres habitants de France sont tentés par le nihilisme. Ils en viennent à détruire les espaces publics de leurs quartiers, à s'attaquer à tout ce qui porte l'uniforme. L'encadrement de ces quartiers devient de plus en plus ethnicisé comme dans le modèle communautaire. (résumé auteur)

https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_1992_num_54_1_1655

BRAUN P., LAKROUF K., **Les enfants de la terreur. La jeunesse des banlieues aujourd'hui**, Paris. - Edition Mercure de France, 1993, 287 p.

Les auteurs analysent la croissance de la violence qui habite une trop grande fraction de la jeunesse aujourd'hui, et se posent la question de ce qui peut l'arrêter et des malaises sociaux qu'elle révèle. Ils donnent la parole aux protagonistes et s'efforcent de cerner quelques solutions afin que la délinquance cesse de s'aggraver.

Collectif, **Crise de l'autorité et socialisation des jeunes**, *Problèmes politiques et sociaux*, n°983, avril 2011, 96 p.

La société contemporaine connaît-elle une crise de l'autorité ? Quelle que soit la réponse apportée à cette question, la notion d'autorité ouvre un large champ de réflexion. L'approche historique et philosophique montre à quel point les formes d'autorité, liées à la nature même du pouvoir politique, se sont modifiées au cours des temps. L'analyse de l'évolution actuelle met en lumière les difficultés auxquelles se heurtent tous ceux qui voient remettre en cause leur légitimité dans des fonctions de transmission ou de contrôle.

Familles et enseignants, confrontés à la transformation du modèle familial traditionnel, à la fragilisation de l'Ecole, à la montée de nouvelles valeurs et à l'irruption de la violence, s'efforcent tant bien que mal de trouver des stratégies adéquates. Parmi les acteurs concernés par ces problématiques - parents, pédagogues ou psychologues et sociologues -, certains s'interrogent sur l'instauration de relations plus égalitaires entre jeunes et adultes, fondées sur la confiance et le respect.

Cependant que d'autres prônent des voies plus contractuelles, voire légales telles que les nouvelles mesures de 2002 concernant les sanctions et les procédures disciplinaires ou la loi de 2010 permettant de suspendre le versement des allocations familiales aux parents d'enfants absents. (présentation éditeur)

Collectif, **Une société face à sa jeunesse**, *Les grands dossiers des sciences humaines*, n°4, septembre-octobre-novembre 2006, p.24-94.

Dans cet épais dossier consacré à la jeunesse française on remarquera en particulier le chapitre portant sur la banlieue, ses représentations, sa marginalité avec un retour sur les émeutes de novembre 2005 mais également celui consacré aux nouvelles questions de l'immigration, les identités, les communautés, les discriminations, les nouvelles spécificités de la société contemporaine. Un article évoque dans la partie éducation les rapports de l'école avec l'immigration, un tableau présentant quelques chiffres du niveau d'étude des élèves ainsi que les attentes des parents.

Collectif, **Jeunes et violences**, *Agora débats/jeunesses*, n° 38, 2004

Au sommaire :

- Hugues Lagrange, Violence, sociabilité, psychotropes et dépression,
- Pierre Coupiat, La place de la marginalité,
- Joëlle Bordet, La sortie autonome de la « vie de la cité »,
- Fatou Dame Loum, William Gasparini, Violences urbaines et recours au sport,
- Nikos Précás, Violences et animation socioculturelle.

https://www.persee.fr/issue/agora_1268-5666_2004_num_38_1

Collectif, **Jeunes sans foi ni loi ? Retour sur la délinquance des mineurs**, *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 42, 4ème trimestre 2000

L'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure publie, en ce début de siècle, un numéro des Cahiers de la Sécurité Intérieure presque entièrement consacré à la délinquance des jeunes, et résultant en partie des travaux entrepris pour le compte de l'institut par différentes équipes de chercheurs. Cette publication intervient à un moment où cette question, même si elle occupe toujours les médias, n'est plus sur le devant de la scène comme elle l'était en 1998. Le débat est moins passionné, sans pour autant que l'on puisse songer à affirmer qu'il est apaisé. Le but de ce numéro est de fournir, à partir de recherches récentes, des éléments de réflexion pour tenter de relancer la discussion sur des bases peut-être plus fondées, moins idéologiques en quelque sorte, en essayant d'éviter les affirmations radicales tout autant que rigides, fréquemment bâties sur des présupposés.

www.vie-publique.fr/sites/default/files/collection_number/portrait/photo/420000000043.pdf

Collectif, **Jeunesse et sécurité**, *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n° 5, mai-juillet 1991

Si la jeunesse est souvent perçue comme un facteur d'insécurité, elle vit également des situations d'insécurité. Penser ensemble ces deux préoccupations c'est tenter de dégager de nouveaux modes de régulation de la violence juvénile.

www.vie-publique.fr/sites/default/files/collection_number/portrait/photo/050000000043.pdf

DUBET François, **Trois jeunesses ; La révolte, la galère, l'émeute**, Lormont, Le Bord de l'eau, 2018, 131 p. Ce livre décrit certaines des transformations profondes de la société française à partir d'un objet particulier, et particulièrement sensible aux tensions de la vie sociale : la jeunesse. Qu'est-ce qu'être jeune en 1968, autour des années 1990 et aujourd'hui ?

DUBET François, **La galère : jeunes en survie**, Paris, Edition Fayard, 1987, 503 p.

La galère, c'est d'abord l'expérience de ces jeunes dominés par l'incertitude, le flottement des projets, les longues périodes d'oisiveté entrecoupées de petits boulots, la délinquance présente et peu spectaculaire, le risque de destruction du sujet lui-même. Cependant la galère n'est pas uniquement le produit de la crise économique et du chômage ; elle apparaît au crépuscule de la société industrielle, lorsque tout un monde se défait morceau par morceau dans ses formes d'intégration, ses rapports sociaux et ses modes d'action collective. De Seraing, ville industrielle wallonne dominée par la culture ouvrière, aux Minguettes à Vénissieux avec ses jeunes immigrés, en passant par Orly, Sartrouville, Champigny et Clichy, l'auteur restitue l'expérience de la galère, la manière dont elle se construit chez les jeunes et dont elle est perçue par les adultes. Hors des catégories de la sociologie classique de la délinquance, la galère est une action de classe dangereuse faite de désintégration, d'exclusion et de rage. Les régulations traditionnelles se sont épuisées, les mécanismes d'intégration scolaire et

professionnelle se sont durcis et surtout, la conscience de classe ouvrière ne parvient plus à donner sens à l'ensemble d'une expérience de domination. Mais la galère n'est pas une pure destruction. D'elle surgissent parfois de nouvelles formes de protestation et de mobilisation. C'est là que naît le mouvement des jeunes immigrés et que sont esquissés les traits d'un nouveau visage d'une action contestataire au sein même de la mise hors-jeu de cette jeunesse.

GALLAND Olivier, MUXEL Anne, **La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens**, Paris, PUF, 464 p. L'idée d'une montée de la radicalité au sein de la jeunesse française, avec pour corollaire une certaine banalisation de la violence, mérite d'être examinée, même si les passages à l'acte violent ne concernent qu'une petite minorité assez bien étudiée et identifiée. On ne sait en revanche que peu de choses sur le degré d'acceptabilité de la violence aux yeux du plus grand nombre. Quels sont les segments de la jeunesse les plus concernés par la radicalité ? Peut-on observer un lien entre la radicalité politique et la radicalité religieuse ? Comment les jeunes réagissent-ils aux attentats et au terrorisme ? Pour répondre à ces questions, les contributeurs de cet ouvrage, tous spécialistes reconnus dans le champ de la sociologie de la jeunesse, analysent les résultats d'une enquête inédite menée auprès de 7 000 lycéens de toutes origines sociales et culturelles, et de toutes confessions religieuses. (présentation éditeur)

JAZOULI Adil, **Les raisins de la galère. Etude exploratoire sur les préadolescents dans les quartiers populaires**, Paris, Banlieuescopies, 1994, 79 p.

Au cours de leurs travaux d'évaluation précédents, les sociologues de Banlieuescopies ont été alertés par les problèmes posés par les préadolescents âgés de 9 à 16 ans qui se font remarquer par des attitudes individuelles et collectives empreintes d'une violence apparemment gratuite, un absentéisme scolaire chronique, une sur-occupation ostentatoire des espaces communs et une prédisposition accrue à marcher sur les traces délictuelles des plus grands. Cette étude exploratoire vise à mieux cerner ce phénomène, tant du côté de ces jeunes que du côté des intervenants.

KEPEL Gilles, JARDIN Antoine, **Terreur dans l'hexagone. Genèse du djihad français**, Paris, Gallimard, 2015, 352 p.

Pendant les dix ans qui séparent les émeutes de l'automne 2005 des attentats de 2015 contre Charlie Hebdo puis le Bataclan, la France voit se creuser de nouvelles lignes de faille. La jeunesse issue de l'immigration postcoloniale en constitue le principal enjeu symbolique.

Celle-ci contribue à la victoire de François Hollande aux élections de 2012. Mais la marginalisation économique, sociale et politique, entre autres facteurs, pousse certains à rechercher un modèle d'« islam intégral » inspiré du salafisme et à se projeter dans une « djihadoshère » qui veut détruire l'Occident « mécréant ».

Le changement de génération de l'islam de France et les transformations de l'idéologie du djihadisme sous l'influence des réseaux sociaux produisent le creuset d'où sortiront les Français exaltés par le champ de bataille syro-irakien. En 2015, plus de huit cents d'entre eux le rejoignent et plus de cent trente y trouvent la mort, sans compter ceux qui perpètrent leurs attentats en France.

Dans le même temps, la montée en puissance de l'extrême droite et les succès électoraux du Front national renforcent la polarisation de la société, dont les fondements sont aujourd'hui menacés de manière inédite par ceux qui veulent déclencher, dans la terreur et la désolation, la guerre civile.

C'est à dénouer les fils de ce drame qu'est consacré ce livre. (source éditeur)

KHERFI Yazid, Véronique LE GOAZIOU, **Repris de justesse**, Paris, La Découverte, 2003, 196 p.

Les jeunes « des quartiers » font peur : de la graine de délinquant, dit-on. Tous violents. Des « évidences » qui méritent d'être vérifiées, de l'intérieur : c'est précisément ce que propose ce livre. Yazid Kherfi a été un délinquant « dur » de la fameuse cité du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie. Poursuivi par la police, emprisonné durant quatre ans, exilé en Algérie, il s'occupe aujourd'hui de jeunes violents de quartiers dits « sensibles ». Dans ce livre passionnant, il relate son parcours, restituant ce qu'a été « sa » délinquance. Différents contextes sont ainsi évoqués : l'émigration, la vie dans un quartier de banlieue, le poids de la culture maghrébine, le rapport à la famille, les plaisirs et les contraintes de la bande... La sociologue Véronique Le Goaziou, qui a accompagné Yazid Kherfi dans son travail d'écriture, revient

ensuite sur cet itinéraire singulier. Dépassant la vision manichéenne qui fait des délinquants tantôt des victimes, tantôt des coupables, elle montre à quel point ce qui pousse à être délinquant, comme à ne plus l'être, est ténu, fragile et hasardeux : aucun parcours n'est tracé d'avance, ni irréversible. (présentation éditeur)

LAGRANGE Hugues, **Le déni des cultures**, Paris, Editions du Seuil, 2010. - 349 p.

Dans cet ouvrage, Hugues Lagrange s'intéresse aux sources de la délinquance en France, non seulement par une approche socio-économique, mais également, et surtout, par une analyse de sa dimension culturelle. S'appuyant sur des études locales (trois secteurs de la région parisienne) et sur une synthèse de ses dix ans de recherches sur la socialisation des adolescents des quartiers pauvres, il constate une surreprésentation dans la délinquance des quartiers de jeunes originaires d'Afrique sahélienne. Et il explique ce phénomène par des facteurs principalement culturels, tels que le déficit d'autonomie des femmes, l'autoritarisme des pères et la polygamie, mais également par les politiques françaises, notamment en matière d'accueil des immigrés, illisibles et contradictoires.

Au-delà de cette analyse, qui a fait polémique à la publication de l'ouvrage, Hugues Lagrange évoque également les processus économiques et sociaux qui ont conduit à la formation des cités, et observe les conséquences des changements migratoires, de la ségrégation, des situations sociales et des structures familiales sur les jeunes.

LAGRANGE Hugues, **La violence des jeunes, prix de la société du risque – Propos recueillis par Xavier Molénat**, *Sciences Humaines Hors-série*, n°47, décembre 2004-janvier 2005, pp. 48-49

LAGRANGE Hugues, **De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquances et usages de drogues**, Paris, Syros, 2001, 299 p.

Des études ont été menées dans plusieurs villes de France et montrent que les violences des jeunes échappent aux tentatives de catégorisation. Certaines peuvent être comprises comme des révoltes, d'autres comme des actions collectives de dégradation, d'autres encore paraissent être le signe d'un repli sur soi. L'augmentation des violences sexuelles, de la consommation de drogues, de la prise de risques en général confirme cette hypothèse. Parallèlement, la criminalité et la délinquance évoluent et le nombre de vols diminue.

LE GOAZIOU Véronique, MUCCHIELLI Laurent, **La violence des jeunes en question**, Nîmes : Editions Champ social, 2009. - 149 p. (Questions de société)

Cet ouvrage traite de la question de la violence des mineurs qui, selon les auteurs, relève avant tout de la construction sociale, médiatique et politique. Les discours généralement alarmants portant sur le rajeunissement et l'aggravation des actes des jeunes délinquants, qui seraient majoritairement issus des quartiers populaires, seraient avant tout d'origine politique avec un relai appuyé des médias. Le sujet est tout d'abord abordé sous l'angle historique ; qu'en était-il de la violence des jeunes dans les années 60 et 70 ? La situation actuelle est ensuite traitée à partir des chiffres officiels et des dossiers judiciaires. Un autre chapitre s'attache à caractériser les auteurs de faits violents et les victimes, un autre à aborder la place et la posture de la justice. En conclusion, les auteurs proposent des idées afin de faire progresser le débat et d'orienter les politiques publiques.

LE GOAZIOU Véronique, « **Il faut être prudent quand on mesure la violence** », *Actualités sociales hebdomadaires (ASH)*, n°2627, 9 octobre 2009, pp. 46-47

L'inquiétude des Français face à la violence, surtout celle des jeunes des quartiers populaires, pèse sur le débat politique. Avant l'été, on annonçait une loi « anti-bandes », abandonnée depuis. Voici quelques jours, le gouvernement présentait son plan de « sanctuarisation » de l'école. Mais la violence des jeunes augmente-t-elle et, surtout, de quoi parle-t-on ? Les réponses de la sociologue Véronique Le Goaziou qui publie avec Laurent Mucchielli : « La violence des jeunes en question ».

MARIN Claire, **La relève. Portraits d'une jeunesse de banlieue**, Paris, Les éditions du cerf, 2018, 224 p. Qui sont " les jeunes de banlieue " ? Qui sont ces grands enfants à peine sortis de l'adolescence, mais déjà marqués par les épreuves, les drames de l'exil et de la misère ? Quelles sont les tensions et les forces qui traversent leurs vies, qui les portent ou les fragilisent ? Et comment expliquer les réussites inespérées

de certains sur lesquels personne n'aurait jamais parié ? À travers ce trombinoscope recomposé par la mémoire d'un professeur, au terme de quinze ans d'enseignement, dans des lycées coincés entre un centre commercial et une gare RER, on suit ces vies bouleversantes telles qu'elles s'égrènent au fil des années, dans des discussions, des rencontres, des messages sur les réseaux sociaux. On entend leurs récits de souffrance, de solitude, mais aussi leurs histoires de famille et d'amour. On s'interroge avec eux sur le sens de la loyauté, la force des liens, le poids des origines. On découvre aussi – et heureusement – qu'on ne sait jamais ce dont un élève est capable. (Présentation éditeur)

MARLIÈRE Eric, **Emeutes urbaines, sentiments d'injustice, mobilisations associatives. Emergence d'une dynamique politique chez les jeunes dits « de cité » ?** Sociologies [En ligne], Théories et recherches, juillet 2011

Cet article a pour objectif l'appréhension des répertoires de mobilisations politiques des jeunes dits « des cités ». Pour cela, il faut nous intéresser aux modes de vie de ces jeunes structurés depuis plus de trente ans maintenant autour du chômage et de la précarité et des nouvelles formes de ségrégation. Cette situation engendre chez les jeunes une certaine frustration sociale se manifestant sous la forme d'un sentiment d'injustice plus ou moins diffus. Si les émeutes urbaines constituent le mode d'action le plus médiatique, un certain nombre de jeunes adultes originaires « des cités » réagissent à travers un ensemble d'initiatives associatives nationales et locales comme le montrent les dernières échéances électorales.

<https://journals.openedition.org/sociologies/3521>

MUCCHIELLI Laurent, **Notre société est-elle plus violente ?**, *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, n°18, mars-avril-mai 2010, pp. 64-67

Depuis trente ans, les actes violents sont de moins en moins nombreux dans notre société. Cependant, ils nous semblent de plus en plus intolérables.

ROME Isabelle, **Plaidoyer pour un droit à l'espoir. De la cour d'assises à la banlieue, le dialogue singulier d'une juge avec les jeunes des quartiers**, Enrick B. Editions, 2018, 156 p.

À l'heure où la France est secouée par la vague noire du terrorisme, ces derniers - majoritairement français, musulmans, nés de parents étrangers - sont aujourd'hui propulsés à la croisée de notre méfiance et de nos peurs. Sont-ils en réalité si différents des autres ? Ne doivent-ils pas, eux aussi, vivre et se projeter dans l'avenir au sein d'une société en crise ?

À Creil, Isabelle Rome a voulu donner la parole à ceux qui, souvent, se sentent exclus ou stigmatisés. Elle a aussi interrogé les adultes qui les entourent au quotidien et croient en eux. Des professionnels souvent « invisibles » que sont les chefs d'établissements scolaires, les personnels éducatifs, culturels ou associatifs, élus locaux...

À l'issue d'un travail minutieux et très documenté, structuré autour de dix axes comme le sentiment d'appartenance sociale, la perception de la loi et des valeurs républicaines, le fait religieux et la laïcité ou encore la place des filles et le respect des droits des femmes, Isabelle Rome nous propose des pistes de réflexion originales et audacieuses qui nous permettent d'espérer encore. Et c'est à l'instauration d'un nouveau droit fondamental qu'elle invite, in fine, notre société : celui du droit à l'espoir pour tous. (présentation éditeur)

SAUVADET Thomas, **Jeunes dangereux, jeunes en danger : Comprendre les violences urbaines**, Paris, Dilecta, 2006, 189 p. bibliogr. 4 p.

Thomas Sauvadet nous propose d'aborder le monde social des jeunes des cités au travers d'une approche anthropologique et sociologique. Il veut démontrer la complexité du style de vie des adolescents et des jeunes adultes dans les quartiers populaires. Son analyse se nourrit de son expérience personnelle passée dans une "cité" et sur plusieurs investigations menées sur divers quartiers d'Ile-de-France et de Marseille. L'auteur s'attache à définir qui sont ces "jeunes de cité" et à comprendre les raisons qui conduisent certains d'entre eux à effectuer des actes de délinquance. Selon l'auteur, les mesures mises en place depuis les années 80, notamment au travers de la politique de la ville et plus largement des politiques sociales et répressives n'ont pas réussi à stopper la "ghettoïsation en cours". L'existence d'une société de plus en plus inégalitaire et consumériste va continuer à entraîner une marginalisation de plus en plus importante de ces jeunes.

TRUONG Fabien, **Des capuches et des hommes : trajectoire de "jeunes de banlieue"**, Buchet-Chastel, 2013, 242 p., (Essai)

Fabien Truong dresse un portrait non seulement sociologique mais ethnographique de la jeunesse de banlieue. Grâce à des entretiens menés avec trois jeunes de banlieue, sont notamment abordés le rapport aux pères, la vie dans le quartier, les études, les tentations du vol ou du deal, la relation aux filles, les rêves de famille et de pavillon loin des barres d'immeubles, la religion...

VAILLANT Maryse, **Les coulisses de l'exploit, derrière l'acte, la souffrance**, *Journal du droit des jeunes*, n°187, septembre 1999, 8 p.

Une délinquance de plus en plus juvénile, des manifestations de violences de plus en plus visibles et aigues, une forte médiatisation, une crispation des pouvoirs publics, le tout sur fond de crise économique installée, dans un décor de mutation familiale, de chômage et de recul de l'emploi des jeunes... Dans un contexte de ravage culturel et de danger social, on en oublierait presque de regarder les jeunes en question, d'observer leur histoire, d'écouter leur détresse..

PHENOMENES DE BANDES – DE GROUPES

BORDES-BENAYOUN Chantal, TANDIAN Aly, **Rôles et échanges des savoirs dans la formation des groupes juvéniles urbains** Paris, Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), 2004, 247 p.

Ce rapport s'intéresse plus particulièrement à la relation au savoir pour saisir les regroupements comme espaces d'échanges sociocognitifs, fonctionnant dans une tension permanente entre reconnaissance et déni, identité et altérité. D'une manière générale, l'approche des auteurs entend mettre en relief les compétences et les savoirs-faire dont ils font l'hypothèse qu'elle contribue à la dynamique des groupes de jeunes, qui inventent les modalités de leur rencontre, trouvent le terrain de leurs affinités et de leur coopération, instituent les règles plus ou moins libérales du fonctionnement collectif. Le rapport décrit enfin la quotidienneté des bandes de jeunes (Des bandes au banditisme ; Le maraudage ; Le business journalier ; Le deal de psychotropes ; Entre dénis, culture de l'exploit et contestation urbaine ; Dé-crédibilisation de la famille), les différents types de sociabilités et mixités (La marque est un masque ; Système langagier ; Religion ; Traversées ethniques ; appropriations et rivalités territoriales) et le rapport à la culture savante et aux savoirs.

FERRAND Alexis, **La formation des groupes de jeunes dans l'espace urbain**, Harmattan (L'), 2013.190 p. (Logiques sociales)

Cet ouvrage s'intéresse aux conditions institutionnelles d'émergence de "l'être en groupe" et au rôle des rapports des jeunes aux espaces urbains dans le fonctionnement de ces groupes. L'auteur propose un modèle qui permet d'expliquer ce processus de regroupement dans le milieu urbain et qui articule socio-économie marxiste, théorie de la pratique de Bourdieu, sémiologie de l'espace et psychanalyse des phénomènes collectifs. Ce modèle a été formulé en 1975, mais il peut être confronté aux modèles actuels d'analyse de la crise des jeunes en milieu urbain.

FOURNIER Martine, **Voyage au cœur des bandes**, *Sciences Humaines*, n° 201 (Février 2009), pp. 18-23
Lamence Madzou témoigne, dans un ouvrage co-écrit avec une sociologue, de sa vie de chef de bande en banlieue parisienne dans les années 1990. Son récit permet de mieux comprendre la naissance et les conditions d'existence de ces bandes plus ou moins éphémères. Leur violence inquiète et fait peur, mais les sociologues s'accordent pour dire que loin de dénoncer la société et ses travers, elle a pour but de manifester la révolte de jeunes qui se sentent mis à l'écart.

L'article est complété par un entretien avec l'historien Robert Muchembled, auteur d'une "Histoire de la violence de la fin du Moyen-Age à nos jours" qui rappelle que la violence en France au XXème est sans commune mesure avec celle des siècles précédents, et que le phénomène des bandes n'est pas récent.

ITEANU André, **Banlieue : le mythe de la guerre des bandes**, Propos recueillis par Nicolas Journet, *Sciences Humaines*, Hors-série, n°47, décembre 2004/janvier – février 2005, pp : 46-47

Selon l'ethnologue André Iteanu, la violence des jeunes ne diffère guère de celle qui prédomine dans l'ensemble de la société. « Empiriquement, ajoute-t-il, ce que l'on observe au jour le jour dans les quartiers chauds des banlieues n'a rien à voir avec une violence organisée. »

LAPEYRONNIE Didier, **Violences et intégration sociale**, *Hommes et migrations*, n° 1217, janvier-février 1999, pp. 1-12

Est-ce le manque de social, de travail, d'éducation, de normes, de justice qui engendre la violence des populations qui sont victimes de ce manque ? La violence ne serait-elle pas plutôt le résultat d'une hypersocialisation des jeunes appartenant à ces populations, qui ne pourraient exister en dehors de leur groupe, ni s'exprimer autrement que par la violence de ce groupe ? Le remède à la violence impliquerait alors, non l'intégration sociale de ses acteurs mais leur « désocialisation ». (résumé auteur)

https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_1999_num_1217_1_3269

LEBON Francis, SAUVADET Thomas, **L'occupation juvénile de l'espace public par défaut d'espace privé**, *Agora débats/jeunesses*, 2019/3, n 83, pages 43 à 54

L'utilisation de l'espace public comme lieu de vie et non comme simple lieu de passage concerne en particulier les jeunes les plus démunis des classes populaires, qu'ils soient des jeunes « de rue »,

passant tout leur temps libre dans la rue, ou des jeunes « à la rue », sans domicile. Dans les deux cas, ils (les femmes restent minoritaires parmi les enquêtés) ont un rapport contraint et forcé à la rue, et perpétuent un usage populaire (et masculin) de l'espace public, transformant celui-ci en lieu de vie du fait même de l'absence ou de la défaillance de l'espace privé familial (surpopulation, violence, etc.).

L'une des revendications habituelles des jeunes de rue, cette jeunesse que l'article de Gérard Mauger dans ce numéro situe dans l'espace social des quarante dernières années n'est-elle pas d'ailleurs la demande d'un local qui les sortirait de la rue où ils se sentent trop souvent « enfermés ? Une demande qu'ils adressent aux élus, aux bailleurs, aux travailleurs sociaux.

<https://www.cairn.info/revue-agera-debats-jeunesses-2019-3-page-43.htm>

MARSEILLE Stéphanie, **Regroupements de jeunes. Rechercher une réponse modulable et graduée**, *La Gazette des Communes*, 26 juillet 2010, pp. 26-28

Certaines collectivités sont confrontées à des rassemblements troublant l'ordre public ou à des affrontements armés. Pour y faire face, elles allient prévention et répression.

MAUGER Gérard, **Les bandes, le milieu et la bohème populaire : Etudes de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)**, Paris, Belin, 2006, 252 p. bibliogr. 1 p. (Sociologiquement)

L'auteur met en perspective des études de sociologie qui portent sur la déviance des jeunes des classes populaires. Elles reposent sur des enquêtes séparées par une trentaine d'années, qui permettent de décrire ce qui a varié ou non au niveau des styles de vie déviants des jeunes des classes populaires. Ces enquêtes ont été menées à Paris et dans la proche banlieue, l'une au cours de la deuxième moitié des années 1970, et l'autre entre la fin des années 1990 et "l'émeute" de 2005.

Une première partie de l'ouvrage est consacrée à la méthodologie d'enquête en milieu populaire, et notamment à la confrontation du sociologue avec les jeunes des classes populaires. Ensuite, l'auteur décrit l'évolution du "monde des bandes", depuis l'existence des "loubards", jusqu'à celle des "jeunes des cité". En conclusion, il revient sur les causes des "émeutes" de 2005.

MAUGER Gérard, IKACHAMENE Kamel, **Le monde des bandes et ses transformations. Une enquête ethnographique dans une cité HLM**, Paris, CNRS-EHESS, 2004. - 254 p.

Cette enquête ethnographique rassemble les retranscriptions d'une série d'entretiens menés par les auteurs auprès de jeunes et d'adultes ayant eu maille à partir avec la justice. Ils retracent leur parcours, l'école, les copains, les délits, la prison, la réinsertion et la difficulté à vivre une vie "normale".

MOHAMMED Marwan, **La force paradoxale des bandes de jeunes : compensation et marginalisation sociales**, dans Serge Paugam éd., *L'intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux*. Presses Universitaires de France, 2014, pp. 207-225.

Comment comprendre l'intensité de la participation de nombreux jeunes à l'univers des bandes ? Quel sens donner à la répétition de conduites violentes et de prises de risques au sein de ces groupes ? Les bandes de jeunes sont des entités informelles, stables et durables qui se distinguent par une dynamique transgressive et un rapport conflictuel avec leur environnement immédiat. Pour la société majoritaire, ces entités incarnent une forme de délitement du lien social alors qu'elles ont la fonction inverse pour leurs membres. Dans cet article, Marwan Mohammed présente les résultats d'une recherche menée en 2012, dans laquelle la plupart des anciens acteurs des bandes partagent le sentiment d'avoir perdu du temps et pris des risques jugés « inutiles », « fous » ou « insensés ».

MOHAMMED Marwan, **La formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue**, Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2011, 453 p. (Le Lien social) .

Qu'est-ce qu'une bande ? Comment se forment-elles ? Peut-on les mesurer ? Quelles évolutions ? Qui attirent-elles ? Pourquoi ? Comment fonctionnent-elles ? Quelles places y occupent les transgressions ou les comportements violents ? Que disent ces groupes des évolutions de notre société ?

L'auteur s'attache à répondre à ces questions, à comprendre ce phénomène des bandes, à la fois ancien et en constante mutation. Aujourd'hui le public des bandes est essentiellement masculin et se construit dans trois scènes sociales : la famille, l'école, la rue.

Ce livre s'appuie sur une enquête qui s'est principalement déroulée entre 2003 et 2007 dans l'Est francilien au sein d'un territoire principal – la ville de Villiers-sur-Marne. Cette enquête se compose d'entretiens menés avec des adolescents participant ou ayant participé au petit monde des bandes et avec leurs familles (essentiellement leurs parents et des membres de leur fratrie). Des entretiens avec des acteurs institutionnels ont également été menés (police, intervenants sociaux, enseignants, militants associatifs, commerçants...).

MOHAMMED Marwan, MUCCHIELLI Laurent, **Les bandes de jeunes. Des "blousons noirs" à nos jours**, Paris : La Découverte, 2007, 404 p : bibliogr. 4 p. (Recherches) .

Approche pluridisciplinaire de cette notion de "bande de jeunes" par des historiens, ethnologues, sociologues des années 1950-1960 à aujourd'hui. Cet essai revient sur les images que renvoient ces groupes de jeunes selon les périodes de notre histoire contemporaine ; et la manière dont ces "bandes" se forment, se structurent et se situent dans la société. Ces analyses sont complétées par les différentes violences ou actions de cette catégorie de jeunes ainsi qu'une comparaison de ces phénomènes avec d'autres pays.

VILLE ET INSECURITE – VIOLENCES URBAINES

Association régionale des organismes HLM d'Alsace (Areal), **Étude-action sur la tranquillité dans les quartiers d'habitat social de la CUS. Quartiers expérimentaux : Elsau, Meinau, Cité de l'III, cité du Marais. Document 1 : diagnostic**, Strasbourg. - Agence de conseil études informations formation (Aceif), 1997. - 78 p. + annexes.

L'aggravation des difficultés rencontrées en matière de sécurité des personnes et des biens autour des logements, des espaces communs des ensembles et des lieux de certains quartiers, a motivé le lancement d'une étude-action sur la tranquillité dans les quartiers d'habitat social de la CUS. Celle-ci vise deux objectifs : 1. Mieux comprendre la situation et les mécanismes en jeu, 2. Définir une stratégie d'intervention permettant aux bailleurs sociaux, associés aux partenaires locaux, de pouvoir prendre en considération les objectifs, et proposer un programme d'action concernant des moyens humains.

Association régionale des organismes HLM d'Alsace (Areal), **Étude-action sur la tranquillité dans les quartiers d'habitat social de la CUS. Quartiers expérimentaux : Elsau, Meinau, Cité de l'III, cité du Marais. Document 2 : Document de travail : les pistes d'action pour agir sur l'insécurité**, Strasbourg, Agence de conseil études informations formation (Aceif), 1997. - 36 + 14 p.

Les habitants se sentent principalement insécurisés par les incivilités quotidiennes, mais aussi par le climat global des quartiers, auquel contribuent les faits de délinquance. Après le diagnostic, ce document présente les pistes d'action pour agir sur l'insécurité.

AUBOUIN, M., DELANNOY, Michel-François, GREMY, J. P., **Anticiper et gérer les violences urbaines** Paris, IHESI, 1998, 47 p.

Comment prévoir les violences urbaines ? Comment surveiller la montée des tensions dans les quartiers pour mieux les désamorcer ? Pour répondre à ces questions l'IHESI propose la mise en place des cellules de veille qui ont été testées sur 5 sites pendant un an. Cet ouvrage présente le bilan de l'expérimentation de ces cellules de veille qui apparaissent comme une solution à retenir pour l'anticipation et la gestion des violences urbaines.

BACHMANN Christian, LEGUENNEC Nicole, **Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville**, Paris, Éditions Albin Michel, 1996, 557 p. Cette étude retrace les combats de ces cinquante dernières années, des squatters de 1946 aux luttes contre la rénovation des centres-villes et le mai 68 urbain, l'abbé Pierre et l'hiver 1954. Sans oublier les combats actuels pour l'environnement et les émeutes des banlieues (résumé éditeur).

BELBAHRI Abdelkader, **Les ethno-cités, les cultures et la question sociale**, *Ecartis d'identité* n°120, Vol 1, 2012

Peut-on être français et autre chose en même temps ? Les banlieues en crise, ne seraient-elles pas des sortes de boîtes noires qui enregistreraient les maux de notre société ? L'auteur fait aussi le constat amer des politiques publiques dans leurs réponses aux émeutes incomprises des banlieues durant ces vingt dernières années.

<http://www.revues-plurielles.org/uploads/pdf/1358527968.pdf>

BODY-GENDROT Sophie, LE GUENNEC Nicole, **Mission sur les violences urbaines**, Paris, Documentation française (La), 1998, 155 p.

Sophie Body-Gendrot et Nicole Le Guennec répondent ici à une commande du ministre de l'Intérieur visant à étudier les phénomènes de violence et à formuler des propositions permettant de prévenir ces violences. Les auteurs, à l'appui de leurs travaux antérieurs et d'études de terrain menées en France et à l'étranger, présentent les violences urbaines en expliquant comment elles remettent en cause les institutions et proposent des moyens de régulation des violences en insistant sur la nécessité d'éviter tout manichéisme.

BONELLI Laurent, **Une histoire sociale de l'insécurité pour repenser la sécurité**, Sarcelles, Pôle de ressources départemental ville et développement social Val d'Oise, mars 2009, 17 p. (synthèse)

Les dernières décennies ont été marquées par un glissement progressif des analyses et du traitement des violences urbaines, privilégiant – à l'appréhension sociale du phénomène – une approche sécuritaire mettant davantage l'accent sur les comportements et les responsabilités individuelles. Laurent Bonelli (Paris X Nanterre), analyse l'histoire sociale récente de l'insécurité, décrit la configuration dans laquelle cette insécurité a pris sens et orienté le débat public.

<https://poleressources95.org/une-histoire-sociale-de-linsecurite-pour-repenser-la-securite/>

BONELLI Laurent, **La France a peur. Une histoire sociale de "l'insécurité"**, Paris, La Découverte, 2008, 418 p.

Laurent Bonelli retrace la généalogie du thème de l'insécurité du début des années 80 aux années 2000. Il montre ainsi que l'émergence de cette problématique est très fortement liée "au recul constant de l'Etat social" et à la précarisation de la population.

Il s'intéresse aux transformations des quartiers et des milieux "populaires" et à l'évolution du comportement de leur jeunesse. Ensuite, pour permettre d'appréhender de façon globale le thème de l'insécurité, Laurent Bonelli croise et confronte différents types de discours social, politique, médiatique, policier, administratif...

Pour finir, il définit ce qu'est une politique locale de sécurité, notamment sous l'angle des Contrats locaux de sécurité et s'intéresse à la réorganisation et à la revalorisation du travail policier.

BOUCHER Manuel, **Turbulences : comprendre les désordres urbains et leur régulation**, Aux lieux d'être, 2007, 445 p. : bibliogr. : 20 p. (Mondes contemporains)

Depuis les émeutes de 2005, les quartiers populaires sont considérés comme des territoires de désorganisation sociale à haut risques, ethnicisés et peuplés de jeunes violents. L'auteur entend remettre en cause cette vision réductrice et alarmiste. S'appuyant sur des recherches récentes et de nombreux ouvrages, il présente l'évolution des rapports sociaux qui a amené cette vision "moralo-sécuritaire", puis il s'intéresse à la notion de risque (et son corollaire, le principe de précaution), à celle d'ethnicité et enfin à la violence et au contrôle social. Pour chacun de ces chapitres il fait une proposition positive (refonder la solidarité, penser la reconnaissance culturelle, construire le conflit) et insiste en conclusion sur la nécessité de ne pas stigmatiser les quartiers et leurs habitants.

Collectif, **La société et ses violences**, *Cahiers français*, n°376, septembre-octobre 2013, pp. 1-72

Ce dossier traite notamment de la question des émeutes récurrentes qui affectent de nombreuses banlieues depuis les années 1980. Ces embrasements jusqu'alors inconnus, ont suscité des modes d'intervention publique inédits, mais il importe également de mieux saisir quels principes, quels ressorts dominent chez les habitants des « quartiers ». Ainsi, Philippe Robert explique que « la perception de l'insécurité n'est pas réductible au risque de victimisation, un même risque ne nourrissant pas toujours le même ressenti. Michel Kokoreff, quant à lui, distingue trois âges de l'émeute urbaine en France et explique que les émeutes ont une dimension politique évidente.

Collectif, **Les villes face à l'insécurité : actes de la table ronde, 25 novembre 2010**, IAURIF, 2011, 50 p.

Suite à la publication d'un de ces Cahiers (n°155, juin 2010) consacré au nouveau partage des rôles en matière de politiques de sécurité, dans un contexte d'évolutions réglementaires, l'Institut d'Aménagement de d'Urbanisme d'Ile-de-France a organisé une table ronde d'échanges et de réflexions sur les enjeux de la sécurité dans l'espace public. Ce document rend compte des contributions des acteurs, chercheurs et experts du domaine de la sécurité urbaine lors des deux temps de cette table ronde : la place de la prévention situationnelle dans les questions d'urbanismes et le rôle des collectivités territoriales dans la coproduction de sécurité.

http://www.cesdip.fr/wp-content/uploads/formidable/54/Actes_table_ronde_C155_Les_villes_face_a_l_insecurite.pdf

Collectif, **Les villes face à l'insécurité**, *Les Cahiers de l'IAURIF*, n° 155, juin 2010, 88 p.

Ce *Cahiers* interpelle les différents champs de la connaissance afin de faire le point sur la façon dont s'opère aujourd'hui le partage des rôles dans la production de sécurité urbaine entre les différents acteurs publics et privés mais propose aussi d'analyser les orientations des politiques de sécurité. Il apparaît qu'un glissement s'est opéré d'un traitement des causes sociales de la délinquance à une intervention publique qui s'adresse plutôt à l'individu et qui considère que le traitement urbanistique des quartiers sensibles peut leur permettre de se réintégrer au reste de la ville. Ce numéro des Cahiers souhaite montrer que poser la question de la sécurité dans l'espace urbain ne renvoie pas systématiquement à une forme urbaine fermée, placée sous le contrôle des caméras de vidéosurveillance et reléguant à sa frange une partie de la population ;

Collectif, **Villes en sécurité, sécurité en ville**, *Les Cahiers de la sécurité*, n°61, deuxième trimestre 2006, 238 p :

Villes, sécurité... émeutes urbaines ? En novembre 2005, les banlieues de nombreuses villes françaises étaient le théâtre d'un épisode particulièrement impressionnant de ce phénomène dont bien des aspects se dérobaient encore à la compréhension. Si le choix du thème de notre dossier n'est pas sans rapport avec ces événements, notre propos n'est pas d'allonger la liste des analyses dont ils ont fait l'objet. Il consiste plutôt à déplacer le projecteur.

Dans le temps, d'abord. Les textes proposés ne renvoient pas à l'actualité « brûlante » des derniers mois. Ils sont le résultat de démarches au long cours qui constituent une autre forme de « présent », et dont la faculté d'éclairage, moins immédiate, est assurément aussi grande que celle des commentaires suscités par le feu de l'action.

Sur le fond ensuite. Les contributions que nous avons réunies procèdent d'un double décalage : une autre façon de voir la ville, une autre façon de parler de sécurité. S'agissant de la ville, c'est de la ville toute entière, et non uniquement de ses banlieues, cités et autres quartiers en difficulté que nous avons voulu parler. Quant à la notion de sécurité (en ville), elle sera entendue dans un sens extensif, au-delà de cette « violence des cités » qui est loin d'en épuiser la substance, au-delà aussi de la seule délinquance.

https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/collection_number/portrait/photo/610000000043.pdf

Collectif, **Mieux comprendre les conduites à risques**, *Les Cahiers de Profession Banlieue*, décembre 2001, 174 p.

La société développe aujourd'hui une vision ambivalente du risque. Les conduites à risque peuvent y être à la fois encouragées et valorisées, lorsqu'il s'agit de sports de l'extrême ou de dépasser ses limites, mais aussi réprimées et disqualifiées, lorsqu'il s'agit de consommation de stupéfiants, de violence ou encore de conduites dangereuses d'adolescents. Entre construction identitaire et mise en danger, comment trouver l'équilibre ? Quel accompagnement des jeunes peut-on développer ? Les prises de risques sont notamment analysées à travers l'usage dur des drogues douces, les comportements routiers tels que la course, le rodéo ou encore la conduite sans permis. Enfin, la prévention de ces conduites à risque dans le cadre de la politique de la ville est abordée à partir d'actions expérimentées, notamment la prévention par les pairs

Collectif, **Les désordres urbains : regards sociologiques**, *Déviance et société*, Vol. 24, N°4. 2000, pp. 327-440

La crise de la société salariale a entraîné une fragilisation du lien social et politique dans les milieux populaires - repérable de façon spectaculaire lors des émeutes urbaines - et a focalisé l'attention sur les " quartiers sensibles ". Dans le même temps, les discours ont fait émerger de nouvelles catégories : les incivilités (non maîtrisées par les politiques publiques), les violences urbaines qui sont désormais l'objet de mesures d'experts en tout genre, les violences scolaires, l'économie informelle, etc. La banalisation de ces catégories produit des glissements sémantiques dont il faut se méfier parce qu'ils engagent l'action publique à pénaliser toujours plus tout un champ de pratiques sociales, et parce qu'ils limitent la recherche des causes de l'évolution de la délinquance à la description des comportements les plus visibles des jeunes de banlieues. Les contributions réunies dans ce numéro spécial de *Déviance*

et Société émanent de sociologues qui ne se limitent pas à analyser la construction sociale de ces catégories. Ils font état d'enquêtes de terrain menées récemment dans des quartiers et dans des établissements scolaires situés dans des zones urbaines pauvres. Ils posent aussi les questions du durcissement des relations sociales et du développement de certaines formes de communautarisation de l'espace public, à travers des analyses localisées et circonstanciées.

https://www.persee.fr/issue/ds_0378-7931_2000_num_24_4

Collectif, **La sécurité en questions**, Saint-Denis, Profession Banlieue, 1999, 120 p.

Au sommaire des actes de la rencontre organisée par Profession Banlieue le 16 décembre 1998 sur la sécurité : la question des insécurités par Francis Bailleau ; une expérience de médiation interculturelle au tribunal pour enfants de Paris par Thierry Baranger, Martine de Maximy et Denis Salas ; l'expérience des victimes d'agression, un désordre physique, cognitif, émotionnel par Dominique Dray ; participation et implication des habitants dans la sécurité de leur cité par Jo Ros ; violences urbaines, quelles réflexions tirer des expériences étrangères par Sophie Body-Gendrot. En annexe une bibliographie.

Collectif, **Violence et sécurité**, *Cahier Millénaire3*, n°15, septembre 1999

La violence et l'insécurité sont perçus aujourd'hui par les citoyens et par les élus comme un problème de société grave qui appelle des réponses éclairées mais fermes. Ce cahier présente certaines solutions qui sont proposées aujourd'hui. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que la violence a des causes profondes et multiples qui ont à voir avec la transformation structurelle de la société qui est en cours. Comme l'explique Michel Wieviorka dans l'extrait suivant, c'est l'ensemble des institutions de notre société qui doit s'interroger, sans uniquement stigmatiser les seuls auteurs de troubles comme on tend trop souvent à la faire aujourd'hui.

<https://www.millenaire3.com/publications/cahier-millenaire3-n-15-violence-et-securite>

COLLOVALD Annie. **Des désordres sociaux à la violence urbaine**, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 136-137, mars 2001. Nouvelles formes d'encadrement. pp. 104-113.

Depuis le surgissement du « problème des banlieues » en 1981 avec les rodéos des Minguettes, toute une série de modifications a affecté les représentations des commentateurs et hommes politiques et les modalités des actions publiques destinées à y faire face. L'apparition et le succès de la catégorie de « violence urbaine » comme schéma de perception et d'action politique en sont un des signes majeurs. C'est l'histoire de sa formation dans le débat public que l'on s'est attaché à esquisser ici en distinguant trois phases qui renvoient, chacune, à des contextes sociaux et mentaux différents. Elles permettent de repérer un renversement des perspectives anciennement tenues sur le problème social des « banlieues » qui en bouleverse les enjeux et en efface les origines politiques : la question de l'immigration et celle de la jeunesse issue de l'immigration.

https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_2001_num_136_1_2715

DONZELOT Jacques, **Quand la ville se défait : quelle politique face à la crise des banlieues**, Seuil, 2006, 190 p. (La couleur des idées)

Quand elles ont été conçues dans les années 1950, les banlieues étaient les "villes idéales", offrant à tous les mêmes conditions d'hygiène et de confort. En 30 ans elles sont devenues synonymes de relégation sociale, de chômage et de violence.

Pourtant depuis les années 1980 l'Etat et les collectivités mènent une politique de la ville destinée à casser cette image. Démolitions et reconstructions se succèdent, au gré de projets d'ampleur de plus en plus importants. Mais cette politique de la ville s'intéresse au bâti et ne change en rien les perspectives d'avenir des habitants de ces quartiers. Elle ne modifie pas leur "capacité de pouvoir". L'auteur propose donc de développer une politique pour la ville, orientée sur les habitants et non les bâtiments.

DIJKEMA Claske, KOOP Kirsten, **Violence sans conflit ? Quelle pertinence des outils d'analyse et de transformation de conflit dans le contexte de violences urbaines à Villeneuve (Grenoble)**, Grenoble, Irénées, novembre 2013

L'augmentation des violences urbaines constitue un défi auquel doivent faire face les collectivités locales et la société civile. Depuis les émeutes de 2010 et le fameux discours de Grenoble prononcé par

Nicolas Sarkozy, la Villeneuve de Grenoble est devenue un cas emblématique des expressions concrètes de violences urbaines et d'un pouvoir public désemparé.

Afin de donner du nouveau dans les recherches et actions sur cette problématique, nous partons de l'hypothèse que les violences des jeunes dans les banlieues peuvent être comprises comme un conflit mal géré. Nous discuterons l'apport théorique possible de la « conflict transformation », une approche anglo-saxonne qui, au-delà de la focalisation unique sur les manifestations par la violence, s'intéresse aux racines du conflit et aux relations entre les parties prenantes. La violence est alors abordée comme un langage. Si nous voulons trouver des solutions durables, il est important d'écouter les messages qui se cachent derrière les comportements violents. A partir de cet autre regard sur les violences, nous tenterons de formuler des pistes pour des actions socialement innovantes abordant les violences urbaines.

http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1018_es.html

FOURCAUT Anne, **Qu'elle était belle la banlieue...** *L'Histoire*, n° 315, décembre 2006, 11 p.

Il y a un an, les émeutes en banlieue rappelaient avec violence le malaise qui règne dans ces quartiers. Et certains mettaient en accusation les barres et grands ensembles construits durant les Trente Glorieuses. Mais faut-il rendre ces cités responsables de tous les maux ? Annie Fourcaut retrace leur histoire, de la modernisation à la crise.

FOUREST Caroline, **Le choc des préjugés : l'impasse des postures sécuritaires et victimaires**, Calmann-Levy, 2007. - 241 p.

Deux France coexistent, la France qui a peur et celle qui fait peur, recourant toutes deux à des lieux communs et présumés sur "l'autre". L'auteur cite ces préjugés pour mieux les démonter en analysant objectivement les idées reçues sur lesquelles ils s'appuient. Elle reprend des affirmations comme "émeutes ethniques", "la faute à la polygamie", "la France est raciste", "le 11-septembre est un complot américain" qu'elle replace dans un contexte politique, local, historique, philosophique, statistique afin de réfuter les amalgames avec rigueur et impartialité.

JOSSIN Ariane, KOLOMA Beck Teresa, **Violence et espace urbain. Un axe de recherche du réseau Saisir l'Europe**, *Revue de l'IFHA* n° 5, 2013

Au sommaire :

I. Introduction

II. Violence, genre et espace en quartiers défavorisés, à Paris et Berlin

a) Les assignations spatiales rapportées par les jeunes femmes

b) La violence et les rapports à l'espace dans les parcours sociobiographiques des hommes

III. Conflits globaux dans la ville

a) Focus : les villes comme points de cristallisation des dynamiques de conflits

b) Approche : Production de globalité dans les conflits violents

<https://journals.openedition.org/ifha/7409>

KHOSROKHAVAR Farhad, **La violence et ses avatars dans les quartiers sensibles**, *Déviance et société*. 2000, Vol. 24 - N°4. Les désordres urbains : regards sociologiques. pp. 425-440

La violence dans les quartiers difficiles s'inscrit dans un contexte particulier marqué par un enclavement spatial, une stigmatisation liée à l'origine des jeunes et une situation d'exclusion économique et sociale. Le mélange de ces facteurs produit des formes de violence qui se déclinent selon la ligne de clivage du genre (le modèle de conduite des jeunes filles est différent de celui des jeunes garçons), mais aussi l'histoire locale et un contexte culturel qui s'est en partie idéologisé en passant par l'islamisme dans les années 1990. Les liens entre le quartier, la ville et même la région revêtent une signification importante dans un jeu de miroirs où l'identité des uns et des autres se décline à partir de leur perception réciproque et du sentiment d'indignité que ressentent les exclus d'être mis hors de ban de la société. Le sentiment d'être victime y revêt une signification importante.

https://www.persee.fr/docAsPDF/ds_0378-7931_2000_num_24_4_1739.pdf

MACE Eric, **Les violences dites « urbaines » et la ville. Du désordre public au conflit dans l'espace public**, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°83-84, 1999. Au risque des espaces publics. pp. 59-64. L'expression « violences urbaines » édulcore par sa connotation géographique les conflits de domination sociale à l'origine des agissements violents dans la vie de tous les jours. Cet euphémisme traduit sans doute la dépolitisation de la violence intérieure qui ne trouve pas d'exutoire public autre que l'acte gratuit ou ostentatoire. Les problèmes quotidiens de la vie urbaine, notamment dans ses aspects ségrégatifs, pourraient servir de support à l'expression des conflits.

https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_1999_num_83_1_2249

MARLIÈRE Éric, **Banlieues sous tension : insurrections ouvrières, révoltes urbaines, nouvelles radicalités**, Paris, L'Harmattan, 2019, 126 p. (Recherche et transformation sociale) .

L'objectif de cet ouvrage est de retracer l'évolution des conflits entre monde populaire (ouvriers, habitants des "quartiers", etc.) et institutions dans un quartier de "banlieue rouge" devenu, depuis les années 1980, un quartier prioritaire des politiques de la ville. En effet, les questions de pauvreté, de luttes, de précarité, de chômage mais aussi de violence, de délinquance, de déviance jalonnent l'histoire locale du quartier étudié depuis la période de l'entre-deux-guerres. Ainsi, l'appréhension des modes de vie et des représentations sociales d'une jeunesse ouvrière ou d'une jeunesse actuellement en difficulté est essentielle pour comprendre au mieux les stratégies de survie et aussi les formes de résistances que les enfants d'ouvriers mobilisent face aux institutions. Cet ouvrage constitue une sorte de généalogie des revendications politiques au sein des quartiers populaires, on observe alors une forme de bifurcation idéologique davantage centrée sur les problématiques ethniques, culturelles, voire religieuses, bien que subsistent les protestations sociales.

MUCCHIELLI Laurent, **L'invention de la violence. Des peurs, des chiffres, des faits**, Paris, Fayard, 2011, 339 p.

Laurent Mucchielli souhaite porter un regard scientifique, objectif et impartial sur la violence réelle de la société dans laquelle nous vivons. Il analyse les mécanismes politiques et médiatiques à l'œuvre dans la construction du sentiment d'"insécurité". Il décrypte les discours politiques qui instrumentalisent la délinquance des jeunes et font l'amalgame entre délinquance et immigration. Il dresse un historique et un bilan des violences et délinquances en France. Pour finir l'auteur nous montre ce que les actes de violence et le sentiment d'insécurité révèlent de l'état de notre société et ce qu'ils disent de notre "vivre ensemble".

MUCCHIELLI Laurent, **Violences urbaines. Violences de la société. Débat du 23 janvier 2006**, Paris, Pôle ressources. Délégation à la Politique de la ville et à l'intégration, 36 p.

Analyse avec Laurent Mucchielli, des circonstances des émeutes du dernier trimestre 2005, leurs causes sociales et économiques et les discours politiques et médiatiques entendus.

MUCCHIELLI Laurent, **Violences et insécurité. = Fantômes et réalités dans le débat français**, Paris, La Découverte, 2002, 161 p.

L'auteur explicite les enjeux du débat concernant la lutte contre la violence et l'insécurité et démontre les artifices des discours. Dans la première partie, il dénonce la dépolitisation des violences urbaines dans la presse et l'emprise de la "télévision spectacle". En outre, afin d'essayer de comprendre les mécanismes sociaux qui sous-tendent l'évolution de la délinquance juvénile, il se penche sur les tendances actuelles de la délinquance : vols, cambriolages, consommation de drogues, violence à l'école et envers les policiers, étrangers et délinquance, population délinquante. Il retrace l'évolution de la délinquance juvénile depuis 1950 et propose quelques réformes afin de la réduire.

WYVEKENS Anne, **Qualité et sécurité des espaces urbains : une autre « prévention situationnelle »**, , in DEVODE Frédéric, RENAUDIE Olivier, *Sécurité intérieure. Les nouveaux défis*, Paris, Magnard-Vuibert, juin 2013, pp 319-328

L'auteur examine d'abord en quoi consiste la « rencontre » entre urbanisme et sécurité, les formes qu'elle prend, ses fondements théoriques pour analyser ensuite, à partir d'enquêtes de terrain, ses enjeux et les perspectives qui s'ouvrent dans ce domaine.

ANALYSE DES VIOLENCES/EMEUTES URBAINES DE 2005

BACQUÉ Marie-Hélène, Renaud EPSTEIN, Samira OUARDI, Patrick SIMON; Sylvia ZAPPI, **Ma cité a craqué. Dix ans après les révoltes urbaines de 2005**, *Mouvements*, n° 83, septembre 2005, pp. 7-152
Dix ans après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, ce numéro vise moins à faire le bilan des « émeutes de 2005 » que de la **décennie** qui a suivi cette révolte des quartiers populaires, pour tenter de dégager des perspectives politiques dont l'absence a été crûment mise à jour par les débats publics du mois de janvier 2015.

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2015-3.htm>

CHAFIQ-BESKI Chahla, LALEM-HACHILIF Fatima, **Réhabiliter l'humain pour sortir des violences**, *Hommes & Migrations*, novembre-décembre 2005, n°1258, pp. 113-115

Au-delà des nombreux commentaires et analyses proposés par les médias, la revue *Hommes et Migrations* a voulu donner la parole aux professionnels qui interviennent dans les banlieues. Il ressort de leur constat qu'il ne sert à rien de fustiger le modèle républicain d'intégration. L'écart entre les orientations des politiques urbaines et celles des luttes contre les exclusions sociales doit être comblé et il s'agit de reconnaître et de valoriser les actions des professionnels, des associations et des habitants sur ces territoires.

https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2005_num_1258_1_4404

Centre d'analyse stratégique, **Enquêtes sur les violences urbaines, comprendre les émeutes de novembre 2005. Les exemples de Saint-Denis et d'Aulnay-sous-Bois**, Paris, Centre d'analyse stratégique, 2006, 140 p. (Rapports et documents n°4)

Beaucoup a déjà été dit et écrit sur l'épisode de violences urbaines qu'a connu la France au cours de l'automne 2005. La plupart des analystes ont mis en avant le caractère exceptionnel de ces événements, tant par leur durée que par leur ampleur géographique, certains allant jusqu'à évoquer un véritable embrasement national. Mais ces explications globalisantes rendent malaisément compte de la diversité et complexité du phénomène tel qu'il a pu être observé sur le terrain. Elles ne permettent pas davantage de comprendre la chronologie fine des faits ni les conditions dans lesquelles ces troubles se sont diffusés dans l'espace.

Pour mieux comprendre ce qui s'est joué dans les quartiers, le Centre d'analyse stratégique a demandé à deux équipes de sociologues d'engager des études de terrain. Deux sites ont été retenus, tous deux situés en Seine-Saint-Denis : les communes d'Aulnay-sous-Bois et de Saint-Denis.

Les deux équipes ont été menées respectivement par Olivier Galland et Michel Kokoreff. À partir d'une analyse de la géographie des troubles, des entretiens avec les différentes parties prenantes (les habitants des quartiers concernés – familles, jeunes – et les différents acteurs institutionnels) ont été réalisés sur la base d'un questionnaire identique. Elles ont tenté ainsi de mieux comprendre les ressorts qui avaient conduit certains jeunes à prendre part à ces violences ou au contraire à s'en distancier. Elles se sont aussi intéressées à l'influence de l'environnement familial, amical et institutionnel et ont tenté de mettre en perspective les discours tenus rétrospectivement sur ces événements.

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/074000340.pdf>

Centre d'analyse stratégique, MAZARS Michel, **Le traitement judiciaire des "violences urbaines" de l'automne 2005. Le cas de la Seine-Saint-Denis**, février 2007, 52 p.

Dans le cadre des travaux engagés par le Centre d'analyse stratégique pour mieux comprendre les ressorts de l'épisode de « violences urbaines » de l'automne 2005, au sein d'un groupe de travail associant, notamment, les ministères de la justice, de l'intérieur ainsi que celui en charge de la ville et différents experts, il a été choisi de conduire une analyse des dossiers individuels relatifs aux procédures engagées 1 à l'encontre des personnes déférées au tribunal de grande instance de Bobigny 2 pour des faits de « violences urbaines » 3, commis du 29 octobre au 14 novembre 2005 4. Le département de Seine-Saint-Denis est en effet le territoire où les « violences urbaines » ont atteint le plus haut degré d'intensité. Elles se sont étalées sur seize jours et on a dénombré pas moins de 1 053 sinistres, soit près de 11 % de ceux déclarés en France à cette occasion, pour un montant total évalué

à plus de 47 millions d'euros, soit plus de 35 % du coût global de cet épisode de « violences urbaines »

5. Le présent document de travail rend compte de cette étude. La première partie présente les données relatives aux faits ainsi qu'aux personnes mises en cause. La seconde partie, quant à elle, s'intéresse à l'analyse de l'économie du système pénal et, en particulier, à son fonctionnement dans une conjoncture de crise.

http://archives.strategie.gouv.fr/cas/system/files/violences_urbaines_-_traitement_judiciaire_etude_de_cas.pdf

Collectif, **Emeutes en banlieues : lectures d'un événement**, *Espaces et sociétés*, 2007/1-2, n 128-129

Les événements qui ont marqué l'automne 2005 en France ont suscité un vaste débat médiatique et scientifique. Centrée sur les relations entre les sociétés et leurs espaces, la revue *Espaces et Sociétés* apporte, avec un petit temps de décalage, sa contribution. Elle entend proposer une approche spécifique du « malaise des banlieues » ou « des quartiers en difficultés ». Elle privilégie la dialectique du spatial et du social ; elle réinterroge le rapport du chercheur à son objet et élargit le champ à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne.

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-1.htm?contenu=sommaire>

Collectif, **Ségrégations et violences urbaines**, *Esprit*, n°328, octobre 2006, pp. 95-177

Au sommaire : Un an après les émeutes ; Un roman d'ethnographie urbaine : Sarcellopolis de Marc Bernard, BERNIÉ-BOISSARD Catherine ; La France face à ses musulmans : émeutes, jihadisme et dépolitisation, HAENNI Patrick ; Prendre la représentation politique au sérieux, GHORRA-GOBIN Cynthia.

Collectif, **Banlieue, lendemains de révolte**, Paris : La Dispute ; Regards, 2006. - 155 p.

Des chercheurs de la vie locale et associative proposent des analyses des émeutes urbaines qui ont eu lieu en France à l'automne 2005. Ils reviennent sur les nombreux débats portant sur les causes de ces agissements et sur la profondeur du malaise qui a pu les occasionner. Ils explorent les pistes qui se manifestent diversement tels que la création de "classes dangereuses", la criminalisation des classes populaires, le mépris du patrimoine des banlieues, la violence sociale induite par le néo-libéralisme, la persistance d'un postcolonialisme à la Française...

Au sommaire de cet ouvrage collectif : La "racaille" et les "vrais jeunes" : critique d'une vision binaire du monde des cités, par Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX ; Bienvenue au 21^e siècle, par Alain BERTHO ; Un autre monde est nécessaire, par Patrick BRAOUEZEC ; Les incendiaires, par Paul CHEMETOV ; Le retour à l'ordre, et après ? par François DUBET ; Violences et politiques, par Jean-Pierre DUBOIS ; Soulèvement populaire dans les banlieues et idéologie sécuritaire, par Gustave MASSIAH ; Il faut changer la façon de "faire la police" dans les "quartiers sensibles", par Laurent MUCCHIELLI ; Le "nous" manquant, par Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX ; Mortels contrôles d'identités, par Evelyne SIRE-MARIN ; "Seule une mémoire vivante tient l'homme en état de parole", par Christiane TAUBIRA ; La culture comme alternative à la politique sécuritaire, par Sylvie VASSALO.

Collectif, **Émeutes, et après ?** *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, 200 p.

Il s'est bien passé quelque chose en novembre 2005, mais quoi précisément ? Comment qualifier cet embrasement des quartiers populaires qui aura surpris tout le monde par son intensité et sa durée – même s'il était prévisible ? Et quelles leçons en tirer ? Autant de questions qui sont au cœur de ce numéro dont le parti pris est clairement de mettre en relief et en débat la dimension politique sous-jacente à ces émeutes plus inédites qu'il n'y paraît. Ce dossier propose une série d'éclairages critiques, fondés sur des faits, afin de contribuer à un chantier essentiel pour notre société si elle veut éviter le pire.

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2006-2.htm>

Collectif, **Compte rendu de la Journée d'études Les violences urbaines de novembre 2005 : le temps des analyses - 21 février 2006**,

Plus de deux cents personnes étaient réunies pour participer à cette journée, animée par une vingtaine d'intervenants : d'une part, des chercheurs et universitaires, français et étrangers, de différentes disciplines (sociologie, sciences du politique, ethnologie, histoire, économie, droit ...) et d'autre part, des praticiens - élus, hommes politiques, responsables d'administration (police).... Elle était organisée

par le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) et le CSO (Centre de sociologie des organisations), avec le concours du ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, dans les anciens locaux de l'ENA, récemment acquis par Sciences Po. La Journée d'études était structurée autour de quatre grands thèmes : - Les racines du malaise. - Troubles sociaux, émeutes ou insurrection ? Approche historique et comparative. - Le rôle des acteurs. - Le modèle d'intégration français en question.

http://www.cso.edu/upload/pdf_actualites/CR-violences-urbaines.pdf

Conseil National des Villes (CNV), **Avis du Conseil national des villes sur les émeutes urbaines de novembre 2005**, Saint-Denis, CNV, novembre 2006, 16 p.

Le CNV, renouvelé en mars 2006, a décidé de commencer ses travaux en étudiant les événements de novembre 2005 pour les comprendre et en tirer les leçons. Il achève ce travail collectif, renforcé dans la conviction que, si la réalité des inégalités n'est sans doute pas à l'origine de ces événements, la prise de conscience s'est accrue et elle ne peut être ignorée par les pouvoirs publics. Les maires des villes touchées tirent depuis de nombreux mois la sonnette d'alarme sur le fait que les mesures prises au lendemain des émeutes de 2005 ne sont pas à même de réduire les difficultés dans lesquelles ils se débattent et que la situation reste explosive.

La recrudescence d'incidents graves entre les jeunes et la police, et les nombreux articles de presse, à la veille de « l'anniversaire » de ces événements, viennent rappeler que les causes de ces émeutes n'ont pas trouvé de solutions et que le risque de répétition est toujours le même.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/emeutes-urbaines-novembre-2005_cle71b7bc.pdf

CORTESERO Régis, Coordinateur; MARLIÈRE, Éric, Coordinateur, **Les émeutes de 2005, dix ans après. Rétrospective et perspectives**, Agora débats jeunesse, n°70, 2015, 150 p.

Dix ans après les émeutes de 2005, ce dossier souhaite poser un regard rétrospectif sur les conséquences de ces émeutes, et en cherche les traces autant dans le débat sociologique, dans l'historiographie de la condition juvénile dans les quartiers dits "sensibles" que dans les inflexions de l'action publique. Cette date anniversaire constitue une bonne occasion de réinterroger les diagnostics posés au lendemain des événements comme les évolutions récentes des politiques publiques. Quel portrait peut-on dresser de cette jeunesse aujourd'hui et quelles singularités se détachent de l'arrière-plan constitué par ce point de repère historique ? Quel regard peut-on porter sur les inflexions politiques et les transformations de l'action publique postérieures aux événements ? Ces transformations sont-elles à la hauteur des enjeux ? (Source : éditeur)

<https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2015-2.htm?contenu=sommaire>

L'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), **Penser la « crise des banlieues ». Que peuvent les sciences sociales ? Enseignements – Débats du 23 au 28 janvier 2006**

Vidéos des interventions en ligne : Une société inégalitaire ; Le quartier populaire, espace de protestation ; Le modèle républicain, confronté aux discriminations ; Rupture du lien social : l'école à l'épreuve ; Crise des banlieues/crise française ? Atelier . La crise des banlieues comme problème pour les sciences sociales.

<https://www.ehess.fr/fr/media/penser-crise-banlieues-que-peuvent-sciences-sociales-quartier-populaire-espace-protestation>

FOURCAUT Annie, VADELORGE Loïc, **Les violences urbaines de novembre 2005 sous le regard des historiens**, *Histoire urbaine*, vol. 21, no. 1, 2008, pp. 111-125.

Le 14 juin 2008, le Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne) et le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines) organisaient une journée d'études sur « les violences urbaines de novembre 2005 : le regard des historiens ». Cet article résume les perspectives les plus saillantes de cette journée, qui réunissait une douzaine de spécialistes et à laquelle une centaine de personnes ont assisté.

<https://www.cairn.info/revue-histoire-urbaine-2008-1-page-111.htm>

HADJ BELGACEM Samir, BEAUD Stéphane, **Compréhension et distanciation. Paroles de jeunes sur les émeutes de novembre 2005**, dans FASSIN Didier dir., Les nouvelles frontières de la société française, 2012, pp. 523-541.

JAZOULI Adil, CHEURFA Madani, REY Henri, **Novembre 2005, dix ans après les émeutes. Actes du colloque des 19 & 20 octobre 2015 à Sciences Po**, Paris, Cevipof, 2015, 94 p.

Dix ans après les émeutes de novembre 2005, qui ont embrasé de nombreux quartiers populaires dans des dizaines de villes françaises, le but de ce colloque scientifique international était d'apprécier la situation présente des quartiers populaires, de leur jeunesse et des populations immigrées qui y résident. La première table ronde a été consacrée aux interprétations que les chercheurs en sciences sociales tirent de l'analyse de ces émeutes tandis que la seconde était consacrée aux comparaisons avec les situations et les analyses dans d'autres pays. La troisième table ronde a porté sur l'enjeu de la politique de la ville. Plus de trente-cinq ans après la mise en place de cette politique publique originale ont-elles permis d'éviter la formation de ghettos ? L'immigration a été l'objet de la quatrième table ronde. L'action publique en direction des quartiers a-t-elle servi, sans formulation explicite, de politique de gestion de l'immigration ?

Enfin, un portrait de la jeunesse - ou des jeunes - a été esquissé. Si les questions de l'emploi, de la scolarité et de l'insertion professionnelle se posent, un accent a été porté sur les formes de mobilisation. Trente ans après la Marche des Beurs, les mobilisations que l'on observe dans ces quartiers ont-elles permis à la jeunesse de trouver sa place sur la scène publique ? Où en sont les mouvements associatifs ?

https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Cahier_60.pdf

KEPEL Gilles, **Banlieue de la République : société, politique et religion à Clichy-sous-Bois et Montfermeil**, Paris, Gallimard, 2012, 530 p.

Cet ouvrage présente les résultats d'une enquête réalisée sur un an, entre l'été 2010 et l'été 2011, auprès de cent personnes de l'agglomération de Clichy-sous-Bois et Montfermeil. Cette agglomération a vu naître les émeutes de 2005, mais accueille également le plus important programme de rénovation urbaine de France. L'auteur, en menant des entretiens approfondis avec ses habitants, cumulant handicaps sociaux et culturels, a voulu leur donner la parole pour connaître leurs ressentis, leurs points de vue et leurs rapports à la rénovation urbaine, l'éducation, l'emploi, la sécurité, la politique et la religion, et ouvrir les voies d'un débat politique important pour l'avenir.

KOKOREFF Michel, STEINAUER Odile, BARRON Pierre, **Les émeutes urbaines à l'épreuve des situations locales**, Sociologies Débats, Enquêter à chaud, mis en ligne le 23 août 2007

Cet article s'appuie sur une enquête de terrain menée dans la commune et plusieurs quartiers populaires de la ville française de Saint-Denis (93). Rappelant les différentes interprétations sociologiques possibles des émeutes urbaines de novembre 2005, il se propose d'indiquer tout d'abord comment cette enquête a été possible, à quels obstacles elle s'est heurtée et de quelle manière nous nous sommes efforcés de les contourner. Il rappelle les principaux résultats de cette enquête. Puis il revient sur les problèmes de catégorisation et de désignation en débat parmi les sociologues en soulignant les diverses dimensions des dynamiques émeutières.

<http://journals.openedition.org/sociologies/254>

LAGRANGE Hugues, **Emeutes, rénovation urbaine et aliénation politique**, Paris : Observatoire sociologique du changement, décembre 2007, 25 p. (Notes et Documents n° 2007-05)

Les trois semaines d'émeutes urbaines d'octobre et novembre 2005 furent un épisode de violence collective exceptionnel même en France où la tradition protestataire est vive. Leur ampleur, leur concentration dans le temps, leur caractère spectaculaire ont attiré l'attention de la presse internationale. On s'est intéressé aux dimensions sociales et structurelles de ces émeutes, en commençant par souligner les effets des différences entre les villes sur le plan démographique, sur celui de la situation de l'emploi et du logement, s'agissant de la ségrégation spatiale et des discriminations. Prenant pour ensemble de référence les communes de plus de 65 000 habitants hors Ile de France et les communes de plus de 25 000 habitants en Ile de France, soit environ 210 villes,

l'article précise les déterminants sociaux de l'émergence des émeutes dans certaines de ces communes et pas dans les autres. (résumé auteur)

https://www.sciencespo.fr/osc/sites/sciencespo.fr/osc/files/nd_2007_05.pdf

LAGRANGE Hugues, OBERTI Marco, **Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française**, Paris. Éd. Presses de Sciences Po, 2006, 225 p.

Quelques auteurs, principalement des sociologues, se sont penchés sur les inquiétudes manifestées par une partie importante de la jeunesse, lors des émeutes urbaines de novembre 2005, puis lors du mouvement contre le Contrat Première Embauche (CPE) quelques temps après. Les problématiques relevées sont celles touchants à la précarité, à l'intégration, à la ségrégation, aux discriminations, et à la justice sociale. Ces contributions, au-delà du simple constat, présentent une somme de propositions susceptibles de donner vie à de nouvelles solidarités dans la Cité.

MICHEL Serge, **Bondy blog : des journalistes suisses dans le 93**, Paris, Seuil, 2006, 252 p.

Lors des émeutes de novembre 2005, des journalistes du magazine suisse L'Hebdo s'installent à Bondy dans le "9-3", au pied des tours, et créent le Bondy Blog. En 3 mois les journalistes ont écrit 270 articles et recueillis 1300 commentaires de lecteurs dont cet ouvrage présente une sélection, donnant à entendre les voix des habitants de Seine-Saint-Denis, sur des sujets variés : vie dans les cités, discriminations subies, racisme, rapports filles-garçons, difficultés sociales et économiques... Les professionnels ont maintenant passé la main aux habitants. Une dizaine de jeunes, de 18 à 26 ans, jouent les reporters tout terrain, des caves des cités aux chics quartiers parisiens.

MUCCHIELLI Laurent et LE GOAZIOU Véronique (dir.), **Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005** (2e éd.), Paris. Éd. La Découverte, 2007

En novembre 2005, une émeute d'une ampleur sans précédent dans l'histoire contemporaine de la France a été gérée politiquement de façon désastreuse : le « retour au calme » est aussi un retour à toutes les difficultés de la vie ordinaire pour les habitants des quartiers populaires. C'est pourquoi des sociologues de terrain ont voulu montrer qu'il est possible et indispensable d'analyser ces événements et ce qu'ils révèlent de l'état de la société française.

Le livre montre notamment le rôle joué par Nicolas Sarkozy, pompier-pyromane, dans le développement de l'émeute. Il révèle aussi que la première personnalité politique à demander la mise en place de l'état d'urgence fut... Marine Le Pen. Contre les idées reçues, et notamment celle que ces émeutes furent le fait de jeunes instrumentalisés par des « caïds », des « barbus » ou des rappeurs, les auteurs montrent enfin que nombre d'habitants des quartiers ont témoigné d'une forme de solidarité avec les jeunes émeutiers.

Au-delà de l'événement, le livre soulève un certain nombre de questions essentielles : pourquoi l'école n'est plus perçue par une partie de la population comme un lieu de promotion sociale mais comme un lieu d'échecs et d'humiliations ? Quelle est la situation sociale et économique réelle des habitants des quartiers, en particulier les jeunes ? Pourquoi la façon dont la police remplit ses missions dans les quartiers « sensibles » est-elle devenue un problème plus qu'une solution ? (présentation éditeur)

ROCHE Sébastien, **Le Frisson de l'émeute**, Paris, Seuil, 2006, 221 p. bibliogr. 2 p.

L'auteur décrypte les raisons des émeutes qui se sont déroulées en France à l'automne 2005. Il veut expliquer ce "phénomène émeutier", en cherchant à comprendre comment il est né et s'est propagé. Il dresse un profil de ces émeutiers et leur "goût du frisson". Il s'intéresse à la manière dont les pouvoirs publics et le ministre de l'Intérieur ont géré cette crise et comment la police y a répondu. Le traitement de l'événement par les médias est aussi analysé. Pour Sébastien Roché, le "système de police français et sa doctrine phare, "interpeller les délinquants" ont connu un échec cuisant, un naufrage". Une des solutions envisagées est la "résurrection d'une police de proximité" qui permet de rassurer et protéger dans les banlieues et pas seulement d'interpeller.

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

BENISTI Alain, **Rapport de la Commission prévention du groupe d'étude parlementaire sur la sécurité intérieure sur la prévention de la délinquance**, Commission prévention du GESI, octobre 2005, 126 p. <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/064000294.pdf>

BOCKEL Jean-Marie, **La prévention de la délinquance des jeunes**, Paris : La Documentation française, novembre 2010. - 93 p.

Ce rapport a été remis le 3 novembre 2010 à l'issu d'une mission de 3 mois demandée par le Président de la République. Il a été rédigé suite à la réalisation d'auditions de grands témoins (institutionnels, judiciaires, médecins, experts et personnes qualifiés), l'exploitation de travaux récents et enfin à des déplacements effectués dans plusieurs villes françaises et européennes.

Jean-Marie Bockel met en évidence les champs principaux où les faits de délinquance juvénile ont lieu principalement : dans la famille, à l'école ainsi que sur la voie publique. Ainsi, les 15 propositions sont formulées autour de 3 dimensions : le soutien à la parentalité, la restauration de la citoyenneté et le reconquête de l'espace public.

BODY-GENDROT Sophie, DUPREZ Dominique, **Les politiques de sécurité et de prévention dans les années 1990 en France. Les villes en France et la sécurité**, *Déviante et Société*, vol. vol. 25, no. 4, 2001, pp. 377-402.

Au sommaire :

I. Les fondements d'une politique de prévention en France

II. Les dynamiques des politiques publiques dans les années 1980 : l'État-animateur

III. Le contexte d'insécurité

IV. Les politiques de la ville en sommeil

V. Une rhétorique sur la relance d'une politique de prévention

VI. Les enjeux de la sécurité : Les nouvelles approches policières dans les politiques urbaines ; La police de proximité ; Mesures d'urgence

VII. Les discriminations dans la société française et l'ethnisation des métiers liés à la sécurité

VIII. Les politiques de prévention ont-elles un avenir en France ?

<https://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2001-4-page-377.htm?contenu=plan>

CARLE Jean-Claude, **Rapport de la commission d'enquête sur la délinquance des mineurs**, Paris, Sénat, 2002, 231 p., annexes 707 p. (Rapport)

La commission d'enquête sur la délinquance des mineurs, a été créée le 12 février 2002. Elle a constaté que la délinquance des mineurs, si elle a toujours existé, est à l'heure actuelle plus importante, plus violente et concerne des mineurs de plus en plus jeunes. Le rapport observe que la famille et l'école n'endiguent plus la délinquance. Il remarque l'insuffisance des liens entre les institutions exerçant un rôle de prévention (école, PMI, aide sociale à l'enfance, politique de la ville). Il considère que la justice des mineurs est "erratique", apportant à la délinquance des mineurs des réponses peu claires, tardives et pas toujours mises en oeuvre. Il émet des propositions pour la protection judiciaire de la jeunesse, l'exécution des décisions de justice, la prise en charge des délinquants et le recrutement d'éducateurs.

Collectif, **Prévention de la délinquance, de quoi parle-t-on ? Approches, périmètres d'intervention et système d'acteurs**, Pôle de ressources départemental ville et développement social Val d'Oise, mai 2013, 20 p. (Dossier thématique)

Dans cette synthèse d'un cycle de qualification, sont abordées la genèse et les évolutions des politiques publiques en matière de prévention de la délinquance, les tendances observées sur les faits de délinquance, les niveaux d'intervention et approches de prévention, les systèmes d'acteurs et la coopération locale en jeu. Gilbert Berlioz, consultant du cabinet CRESS et spécialiste des processus de socialisation des jeunes et des politiques de prévention, a apporté des éléments d'éclaircissement et d'intelligibilité sur ces questionnements.

<https://poleressources95.org/app/uploads/2019/01/pr%C3%A9v-d%C3%A9linquance-de-quoi-parle-ton.pdf>

Collectif, **La prévention de la délinquance et la politique de la ville : nouvelle étape ou changement de cap ?** *Les cahiers du DSU*, n° 52, 2ème semestre 2010, 48 p.

La politique de prévention de la délinquance et la politique de la ville ont toujours eu partie liée. Mais qu'en est-il, aujourd'hui, des relations entre politique de la ville et prévention de la délinquance ? Sommes-nous passés à une nouvelle étape d'un processus démarré voilà trente ans ou assistons-nous à un changement de cap ?

Tel est le fil rouge de ce numéro qui, après une première partie présentant le contexte général dans lequel prend place la politique de prévention de la délinquance, consacre la seconde partie à la question des émeutes urbaines en partant des événements de Grenoble de juillet 2010. La troisième partie propose, à partir d'une analyse des changements à l'œuvre en matière législative, de donner à voir la manière dont ils ont été perçus et pris en compte sur le terrain, que ce soit du côté de la justice, de l'école, de la prévention spécialisée, et bien sûr des villes. La conclusion est une invitation à décentrer son regard à partir d'expériences internationales. (Résumé CRDSU)

BOUCHER Manuel, DELON Aurore, DAADOUCH Christophe, Laurent MUCCHIELLI, **Justice des mineurs, émeutes urbaines**, *Claris. La Revue*, n°1, octobre 2006, 39 p ;

Au sommaire :

- Les mineurs émeutiers jugés au tribunal de Bobigny, Par Aurore Delon et Laurent Mucchielli
- La justice des mineurs : une « cathédrale juridique » aux piliers bien fragiles, Par Christophe Daadouch
- La médiatisation des violences juvéniles : description ou « prédiction créatrice » ? Par Manuel Boucher

https://www.afmjf.fr/IMG/pdf/Claris_La_revue_no1.pdf

DAADOUCH Christophe, DEMIATI Nasser, MUCCHIELLI Laurent, OTT Laurent, **Déviations et délinquances juvéniles. Nouvelles prévention ou nouvelle répression ?** *Claris. La Revue*, n°2, décembre 2006, 46 p.

Au sommaire :

- Explosion de la violence des mineurs, laxisme de la justice. Le diagnostic qui sous-tend la loi sur la prévention de la délinquance est-il fondé ? Par Laurent Mucchielli
- La pré-majorité du mineur : avancée ou piège ? Par Christophe Daadouch
- La prévention de la délinquance, un instrument de gouvernance locale, Par Nasser Demiati
- Les écoles et le périscolaire, nouveau moyen de pression et de répression pour le pouvoir municipal ? Par Laurent Ott
- Le maire et le procureur : un partage d'informations encadré, Par Christophe Daadouch

https://www.afmjf.fr/IMG/pdf/Claris_La_revue_no2.pdf

Collectif, **« Justice des mineurs »**, *Claris. Le Bulletin*, n°3, novembre 2002, 47 p.

Au sommaire :

- Introduction : la justice des mineurs à l'épreuve du pénal, Michel Kokoreff
- « Apaches », « blousons noirs », « sauvageons » et autres « racailles » ;;;, Laurent Mucchielli
- Où va la justice pénale des mineurs ? entretien avec Michel Huyette
- « Vous avez le droit de garder le silence... », soins, éducation, répression, quelle cohérence ?, Marie Bastianelli
- Enquête dans les quartiers pour mineurs des prisons françaises, Laurent Mucchielli
- L'école : du rapport d'incident au délit, Maryse Esterle-Hedibel
- Le délit d'« outrage à enseignant » : illusion d'action politique et doxa sécuritaire, Marwan Mohammed
- Une mesure applicable ? Le point de vue d'une chef d'établissement, entretien avec Martine Rezet

Conseil national des villes (CNV), **Prévention de la délinquance : quelle gouvernance, quels financements ? Recommandation**, CNV, décembre 2010, 15 p. Adoptée en assemblée générale le 16 décembre 2010.

Le CNV formule de nombreuses "préconisations de fonds" et propositions "à la fois concrètes et pragmatiques" afin de favoriser une meilleure gouvernance dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques dans ce domaine. Il s'appuie sur les résultats de l'enquête menée auprès des coordonnateurs des CLSPD/CIPD en juillet 2010 et sur des rencontres avec les autorités locales lors des séminaires de Mulhouse (septembre 2010), Strasbourg (novembre 2010) et le forum de Gonesse du 15 décembre 2010.

Ainsi, à partir des enseignements relevés - difficultés de mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et du Plan national de prévention de la délinquance de 2009 - le Conseil National des villes dresse un bilan très critique et formule un ensemble de recommandations portant sur la gouvernance nationale et locale et sur les financements. Avant tout, le CNV estime nécessaire la remise à plat des questions de sécurité et de prévention et dans ce sens, propose la mise en place d'une conférence visant la clarification des "fondamentaux de la sécurité et de la prévention de la délinquance dans un cadre partenarial et une perspective européenne et internationale".

Comité Interministériel de la Prévention de la Délinquance (CIPD), **Stratégie nationale de prévention de la délinquance 2013-2017 : Fiches pratiques, chantiers nationaux**, CIPD, 2013, 68 p.

Ce document présente la stratégie nationale qui sera mise en œuvre de 2013 à 2017 en matière de prévention de la délinquance. Elle prend la suite du plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes. Les trois programmes d'actions y sont détaillés :

- prévention de la délinquance des jeunes les plus exposés et de la récidive
- Prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et aide aux victimes
- Programme d'actions pour améliorer la tranquillité publique

En plus des modalités de mise en œuvre de la stratégie, ce document propose également 12 fiches pratiques et méthodologiques pour accompagner les acteurs sur les différents thèmes de la prévention de la délinquance.

Conseil National des Villes (CNV), **Prévention de la délinquance. Journée d'échanges – décembre 2011. Recommandations 2012-2013**, Saint-Denis, CNV, 2013, 114 p.

Le décembre 2011 à janvier 2013, le Conseil national des villes a poursuivi un cycle de réflexions sur le sujet de la prévention de la délinquance, dans un contexte marqué à la fois par la réforme de la politique de la ville et la mise en place de la conférence de consensus sur la prévention de la récidive. Journée d'échanges du 7 décembre 2011, note d'orientations sur la réduction des violences, la prévention et le traitement de la délinquance et l'aide aux victimes, avis du Conseil national des villes du 17 janvier 2013 sur l'aide aux victimes : cette publication regroupe trois documents qui pointent les mêmes problématiques. Les questions d'un financement adapté et coordonné, d'une gouvernance plurielle et renouvelée, d'une inter-ministérielle effective et porteuse qui répondent aux spécificités des quartiers de la politique de la ville, y compris sur les sujets émergents, sont au cœur des enjeux. Cette publication propose aussi des ressources et des solutions qui s'appuient sur l'expertise des professionnels, des élus, des acteurs de terrain et des habitants eux-mêmes.

DEBARBIEUX Eric, **L'oppression quotidienne. Recherches sur une délinquance des mineurs**, Paris, Documentation française (La), 2002. - 249 p.

Ce rapport collectif est le résultat d'une enquête sur dix ans et d'un long travail de terrain auprès des habitants et plus particulièrement des adolescents des quartiers en France. De nombreux témoignages viennent appuyer ces recherches qui démontent chaque mécanisme de la violence et de la délinquance des mineurs afin que chaque lecteur puisse s'interroger sur son ou ses rôles. Phénomène d'oppression et de domination, la "délinquance d'exclusion" se construit dans la répétition et dans la visibilité. Face à celle-ci, il existe aussi une forme de "délinquance de proximité" à la fois visible et secrète, liée à l'économie souterraine de la drogue et au "business". Face à cette délinquance les auteurs plaident pour un État plus proche (services de proximité), consolidé, et aux actions coordonnées.

LENOIR Eric, **La prévention de la délinquance : un nouvel axe de la sécurité intérieure à la croisée des enjeux de la cohésion sociale**, in DEVODE Frédéric, RENAUDIE Olivier, Sécurité intérieure. Les nouveaux défis, Paris, Magnard-Vuibert, juin 2013, pp 11-20

Trente ans après les démarches fondatrices, la prévention de la délinquance s'est imposée en France ainsi que dans de nombreux pays comme le corollaire indispensable des actions de répression au sein d'une politique globale de sécurité intérieure. Alors que les seules réponses répressives ont montré leurs limites, cette évolution signifie tout d'abord que l'importance des questions de sécurité dans le débat politique local rend indispensable la conduite d'une politique de prévention au plus près des citoyens et des problèmes de délinquance. Elle affiche par ailleurs le principe d'une politique partenariale sachant mobiliser autour du maire les différents acteurs locaux de l'Etat, des collectivités, mais également les opérateurs privés et associatifs appelés à coordonner leurs interventions.

MARCHAND Gilles, **Aux sources du sentiment d'insécurité**, *Sciences Humaines*, Hors-série n°39, déc. 2002/janv.-fév. 2003, pp. 46-49

La délinquance s'impose de plus en plus comme un objet politique, social et médiatique de premier plan. Sommes-nous tous en danger ?

PRAMIL Julien, REMILA, Nathan, **Rapport annuel 2018 de l'Observatoire national de la Politique de la ville : Fiches délinquance, insécurité et victimisation**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2018, pp. 202-205

La première fiche a été réalisée à partir des données du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure. Celui-ci s'est doté d'une base de données regroupant les infractions de vols, de dégradations, de violences sur les personnes et de crimes et délits liés aux stupéfiants constatées par les forces de l'ordre en 2016 et 2017, et dont l'adresse de commission est géolocalisée. Les données permettent d'affirmer que les QPV connaissent davantage de délinquance que le reste du territoire, à l'exception des cambriolages. Ces données montrent également une délinquance spécifique au sein des grandes unités urbaines, centrée sur le trafic de stupéfiant, les violences et les dégradations.

La seconde fiche s'intéresse au sentiment d'insécurité dans les QPV, on y découvre un sentiment exacerbé (deux fois plus qu'ailleurs). Les données montrent aussi l'augmentation des atteintes aux personnes dans les quartiers depuis 2016.

<http://www.onpv.fr/uploads/media/items/onpv-2018-fiches-ins%C3%A9curit%C3%A9-et-victimation.original.pdf>

ROCHE Sébastien, **La connaissance, un outil de la prévention de la délinquance**, les « 5 à 7 » n°10, 8 avril 2004, 22 p.

La prévention de la délinquance des jeunes a le vent en poupe. Élus et professionnels proposent depuis des années de multiples actions sportives, culturelles... Ils recherchent des solutions, se dotent parfois d'appareils de vidéosurveillance, mais le succès reste incertain. Pourtant, dans ce domaine comme dans d'autres, le savant est en mesure de conseiller le politique. Sébastien Roché démontre que l'étude scientifique de la délinquance et l'expérimentation permettent d'évaluer l'efficacité des politiques de prévention. L'étude des facteurs de la délinquance est un préalable indispensable à toute intervention. Par ailleurs, prévoir l'évaluation systématique des actions donne des résultats, car cela pose des exigences bénéfiques : préciser les attentes des actions, le public ciblé et proposer des indicateurs. Grâce aux nombreuses évaluations des politiques de prévention de la délinquance menées par les chercheurs français et étrangers, on connaît aujourd'hui l'efficacité des actions qui ont fait l'objet d'évaluations expérimentales.

<https://www.professionbanlieue.org/La-connaissance-un-outil-de-la-prevention-de-la-delinquance#doc>

TRAVAIL SOCIAL / PREVENTION SPECIALISEE

CAVAT Bernard, **Violences urbaines : le travail social après la crise**, *Actualités sociales hebdomadaires* (ASH), n° 2432, 2 décembre 2005, pp. 49-51

Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée (CTPS), **La violence des jeunes en milieu urbain. Regard de la prévention spécialisée**, Vanves, Direction de l'Action sociale, 1995, 52 p.
Rapport de la commission " État des lieux et partenariat ". Ce document de synthèse s'organise en trois points : une présentation de la diversité et de la multiplicité des violences vécues par les jeunes, et de leur relativité ; un éclairage particulier sur les violences collectives et urbaines ; une réflexion en forme d'observation de la place de la prévention spécialisée auprès des jeunes dans le contexte de la violence.

KOKOREFF Michel, **Les politiques locales de prévention. Regards critiques, nouvelles perspectives. Groupe de travail 2013-2014**, Saint-Denis, Profession Banlieue, juin 2015, 70 p.

Les acteurs de la prévention semblent bien seuls aujourd'hui face au durcissement du regard porté sur les jeunes des quartiers populaires, face aussi aux injonctions contradictoires, aux critiques, au manque de relais et de soutien de l'opinion. Quel est aujourd'hui le sens des interventions des acteurs de la prévention en Seine-Saint-Denis ? Quel écart existe-t-il entre les injonctions normatives et les pratiques réelles, entre les orientations stratégiques imposées par le haut et les contraintes d'intervention des professionnels de terrain ? De quelles marges de manœuvre ces derniers disposent-ils ? Comment font-ils évoluer leurs pratiques ? Quels regards portent-ils spécifiquement sur la question du trafic des stupéfiants et celle du pouvoir d'agir des acteurs de la cité ?

ROPERS Philippe, **Violences urbaines : quelles réponses ?** *Actualités sociales hebdomadaires* (ASH), n° 2428-2429, 11 novembre 2005, pp. 49-52

Réagissant aux flambées de violence de ces deux dernières semaines, Philippe Ropers, directeur d'un service de prévention spécialisée et d'un service d'insertion, et Philippe Labbé, sociologue et auteur de plusieurs ouvrages sur les missions locales, pointent, chacun à leur façon, combien l'action des différents intervenants sociaux des « quartiers de relégation » ne peut que rester impuissante si elle n'est pas étayée par l'ensemble des politiques publiques et la société toute entière.

VERBA Daniel, **Le travail social à l'épreuve des violences urbaines**, *Actualités sociales hebdomadaires* (ASH), n° 2445, 3 mars 2006, pp. 49-52

Retour sur l'embrasement, à l'automne dernier, des quartiers dits sensibles, avec les regards croisés de deux intervenants du champ social. Celui de Daniel Verba, sociologue et directeur d'un IUT d'Ile-de-France comportant un département « carrières sociales », qui évoque l'inconfortable position des travailleurs sociaux dans les banlieues. Et celui de Gaëtan Kabir, éducateur dans un centre communal d'action sociale de Lorraine, pour qui cette crise pose avec acuité la question de la responsabilisation des publics accompagnés.

RELATIONS HABITANTS-JEUNES ET POLICE

BODY-GENDROT, Sophie, WIHTOL DE WENDEN, Catherine, **Police et discriminations raciales. Le tabou français**, Paris, Ivry-sur-Seine : Editions de l'Atelier (Les), 2003, 189 p.

Cet ouvrage est le fruit d'une étude d'un groupe de travail, menée par le Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations (Geld) de 2000 à 2002. Il s'est appuyé d'une part sur une enquête exploratoire destinée à inventorier les formes de sensibilisation aux discriminations au sein des organismes de formation en direction de la police. D'autre part, sur un séminaire collectif, complété par deux enquêtes de terrain (Seine-Saint-Denis, Marseille), qui a réuni des partenaires sociaux, des experts de la sécurité intérieure, des syndicalistes de la police, d'anciens policiers et des chercheurs. La police discrimine-t-elle ? À cette question, posée dans la première partie de l'ouvrage, les témoignages recueillis sur le numéro vert 114 laissent à penser que l'égalité pour tous est de moins en moins respectée, et qu'en tout état de cause les plaintes des victimes de ces discriminations n'ont quasiment jamais de suites judiciaires. Une deuxième partie traite de la formation avec ses points forts et ses points faibles. Enfin, des propositions sont formulées pour mettre fin au tabou des discriminations policières (expériences étrangères ; expériences françaises novatrices).

BOUCHER Manuel, BELQASMI Mohamed, MARLIÈRE, Éric, **Casquettes contre képis. Enquête sur la police de rue et l'usage de la force dans les quartiers populaires**, Paris, L'Harmattan, 2013, 448 p. (Recherche et transformation sociale) Bibliogr. p. 395-409

Deux années que Manuel Boucher mène en collaboration avec Mohamed Belqasmi et Eric Malière, une enquête de terrain sur le discernement policier dans plusieurs territoires stigmatisés comme "sensibles" par les forces de l'ordre à Paris, Saint-Denis et Marseille. L'originalité de cet ouvrage repose sur la prise en compte des représentations mutuelles de policiers et d'habitants. Dépassant les approches idéologiques de la question policière dans les quartiers populaires, il apporte des pistes de solutions pour combattre ce processus de défiance réciproque

BOUCHER Manuel, LAPEYRONNIE, Didier, Préfacier, **Les internés du ghetto : Ethnographie des confrontations violentes dans une cité impopulaire**, Paris, Harmattan (L'), 2011, 421 p. (Recherche et transformation sociale).

Grâce à la réalisation d'une enquête ethnographique et à la mobilisation d'une "sociologie des turbulences", l'auteur tente de comprendre la production et la régulation des phénomènes de violences dans une cité ghetto. Il analyse les interactions génératrices de violences dans les « quartiers sensibles », surtout dans les rapports entre la police et les « jeunes turbulents ». L'enquête porte sur un quartier d'une ville moyenne qui a été, en 2005, le théâtre d'événements extrêmement violents et a subi un couvre-feu de 11 jours. Cette enquête de type ethnographique repose sur des observations directes, des entretiens individuels et collectifs, mais aussi des séances d'« intervention sociologique » durant lesquelles différents acteurs du quartier, dont des jeunes et des policiers, ont pu parler de leurs conflits.

Collectif, **Policité. De la confrontation à la confiance**, Lyon : ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, Centre social Georges Levy, 2019, 56 p.

Les relations conflictuelles entre jeunes et forces de l'ordre sont devenues récurrentes dans les quartiers populaires. Les émeutes urbaines, les violences policières, mais aussi le sentiment d'exclusion des habitants et le malaise des policiers sont des enjeux brûlants en France. Dans ce contexte sensible, le dialogue semble au point mort. Alors que l'opinion publique a tendance à voir les jeunes de ces quartiers comme des problèmes, ce sont des solutions que ces derniers recherchent en enquêtant aux côtés de sociologues. Leur objectif : Contribuer à la réflexion pour améliorer durablement les relations police-population en France.

Réunis dans le cadre d'une recherche-action nommée "PoliCité", ils ont souhaité relever le défi de la réconciliation entre jeunes et policiers. La réalisation de cette bande dessinée est une façon originale de rapprocher les points de vue dans une confrontation bienveillante.

<https://fr.calameo.com/read/004708040044619eb6ae7>

Collectif, **Police et population : du conflit à la confiance**, *Les cahiers de la sécurité et de la justice*, n°40, deuxième trim. 2017

https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/collection_number/portrait/photo/9782111454729.pdf

Collectif, **Police et social**, *Informations Sociales* n° 92, 2001, 159 p.

Résumé: Ce numéro s'inscrit dans les débats très actuels sur la conciliation des politiques de sécurité et des politiques sociales. De la police de proximité, aux missions traditionnelles de la police (comme la protection des mineurs ou la prise en charge des sans-abri à Paris), les polices s'insèrent de plus en plus dans la vie de la cité, comme "partenaires" des autres organismes publics ou privés. Ce dossier s'intéresse aux relations et aux collaborations entre les travailleurs sociaux et les policiers. Il a été composé avec des universitaires spécialisés (Laurent Mucchielli, Philippe Robert, Dominique Monjardet, Jean-Paul Brodeur) et des contributions de responsables de services publics - Caisse d'allocations familiales ou commissariat - qui font part des enjeux, tensions et performances des rapprochements entre social et police. Par ailleurs, deux articles sont consacrés au système policier américain.

Collectif, **La police et les jeunes issus de l'immigration**, *Hommes et Migrations*, n° 1127, décembre 1989 (première partie)

La première partie de ce dossier, introduit par J. M. Belorgey, se présente sous la forme d'un constat, d'un état des lieux. Qu'en est-il exactement des dysfonctionnements de l'institution policière et en quoi le fameux " malaise de la police " influe-t-il sur les relations entre les garants de l'ordre et les administrés ? Dans quelle mesure peut-on parler de pratiques discriminatoires, de contrôle au faciès, à l'encontre des jeunes d'origine étrangère ? Les " bavures " qui défrayent la chronique doivent-elles être considérées comme une fatalité ? Que faire face à la dégradation sociale dans les grands ensembles, à des rapports de plus en plus tendus entre la police et les jeunes ? (voir présentation article par article).

https://www.persee.fr/issue/homig_1142-852x_1989_num_1127_1

Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, Commissariat général à l'égalité des territoires, **Pour l'amélioration des relations entre la population et les forces de sécurité de l'état. Initiatives locales et dispositifs institutionnels**, Paris, La documentation Française, 2017, 120 p.

Ce guide repères, élaboré par la cellule nationale d'animation sur le rapprochement des forces de sécurité de l'État et de la population, recense quelques-unes des initiatives innovantes, partenariales et reproductibles par les acteurs : réalisation d'une émission de radio mensuelle, écriture d'une bande dessinée sur la notion de respect de la loi, réalisation et diffusion d'un documentaire par les jeunes sur les activités des forces de sécurité de l'État...

Il dresse, par ailleurs, un panorama des dispositifs institutionnels qui visent à rétablir un rapport de confiance réciproque entre les forces de l'ordre et les habitants des QPV et des ZSP.

<https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/01/guide-am%C3%A9lioration-des-relations-entre-la-population-et-les-forces-de-s%C3%A9curit%C3%A9-de-l%C3%A9tat-1.pdf>

DE MAILLARD Jacques, ZAGRODZKI Mathieu, **Styles de police et légitimité policière. La question des contrôles**, *Droit et société*, vol. 97, n°3, 2017, pp. 485-501.

Les styles de police matérialisent au quotidien le mode d'action, les décisions, les priorités des services de police. À travers une étude ethnographique sur le travail des forces de l'ordre dans deux agglomérations françaises, cet article propose de mettre en lumière le style de police pratiqué en France à l'aune de l'utilisation des contrôles d'identité discrétionnaires. S'il existe des nuances en fonction des types d'unités, des lieux et de l'impulsion donnée par la hiérarchie de proximité, la façon de faire de la police est avant tout proactive et conflictuelle, se caractérisant par la multiplicité d'unités dotées d'un mandat « offensif ». Le contrôle d'identité est à la fois un outil de recherche d'infractions, de maîtrise du territoire et d'affirmation de l'autorité policière, notamment quand celle-ci est contestée.

<https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2017-3-page-485.htm?contenu=article>

DE MAILLARD Jacques, **Relation Police Population**, DéfiS n°9, décembre 2018, pp. 141-143

[https://inhesj.fr/index.php/articles/relations-police-population](https://inhesj.fr/index.php/articles/rerelations-police-population)

DELPEUCH Thierry, E. ROSS Jacqueline, BONNET François **Les analyses sociologiques des relations police-population : vers une reconnaissance de la variété des pratiques policières. Présentation du dossier**, *Droit et société*, vol. 97, n°3, 2017, pp. 457-468.

<https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2017-3-page-457.htm>

GALLAND Olivier, **Les jeunes et la police: un état des lieux**, *Telos*, 23 juin 2020,

Les récents événements – le meurtre de Georges Floyd aux Etats-Unis et la vague d’indignation mondiale qui a suivi – ont remis sur le devant de la scène médiatique et politique la question de l’action policière. En France, faisant suite aux polémiques qui avaient déjà émaillé l’action de la police lors du mouvement des Gilets jaunes, certains dénoncent sa violence gratuite et le supposé racisme endémique des policiers. Le comité de soutien d’Adama Traoré a rapidement fait le parallèle avec le cas de Georges Floyd et en a profité pour relancer la contestation de l’enquête et des expertises médicales qui avaient conclu à la non-responsabilité des gendarmes dans le décès du jeune homme. Plusieurs rassemblements ont eu lieu à ce sujet, regroupant des milliers de personnes, dont de nombreux jeunes.

L’objet de ce papier n’est pas de revenir sur ces affaires précises, mais de tenter de prendre du recul et d’esquisser un bilan des rapports conflictuels entre la jeunesse (ou une partie d’entre elle) et les forces de l’ordre. La question est loin d’être nouvelle. Les émeutes de 2005 qui avaient embrasé une partie des banlieues françaises avaient en grande partie pour origine la conflictualité latente entre les jeunes des quartiers et la police. Qu’en est-il aujourd’hui ?

<https://www.telos-eu.com/fr/societe/les-jeunes-et-la-police-un-etat-des-lieux.html>

GAUTHIER Jérémie, **Les logiques politiques de la répression policière**, *Métropolitiques*, 12 septembre 2016

Les conflits urbains lors des manifestations contre la loi Travail sont en partie le résultat d’un tournant répressif des pratiques policières. Si celui-ci suscite ces dernières années des protestations croissantes, les logiques politiques et administratives à l’origine de ce tournant empêchent encore la France d’engager les réformes que d’autres pays ont su mettre en place.

<https://www.metropolitiques.eu/Les-logiques-politiques-de-la.html>

MONET Jean-Claude, **Police et société : des relations conflictuelles**, in *Plein Droit*, n° 21, juillet-septembre 1993, pp. 4-9

Depuis que l’on a pris, dans les sociétés occidentales, une claire conscience des problèmes d’intégration sociale qui se posaient aux minorités ethniques, une attention particulière s’est portée sur le rôle positif ou négatif des pratiques policières dans ce domaine. Sous l’influence des mouvements de défense de ces minorités, s’est peu à peu diffusée une sorte de lieu commun voulant que la police constitue une institution dont l’orientation générale était nécessairement raciste, que ce soit en raison de son mode de fonctionnement, en raison des personnalités qu’elle attire dans ses rangs, ou de la culture professionnelle qu’elle secrète.

<https://www.gisti.org/spip.php?article4050>

MOUHANNA Christian, **La persistance des mauvaises relations police-jeunes : jusqu’à quand ?** *The Conversation*, 15 février 2017

L’affaire « Théo » vient s’ajouter à la longue liste des dérapages, bavures, et autres dérives policières, réelles ou supposées, médiatisées ou non, qui depuis des dizaines d’années font partie de l’image des banlieues dites sensibles. S’y ajoute une ampleur médiatique qui voit se rejouer un scénario maintes fois observé, au moins depuis les Minguettes en 1981 : cela débute par un accident mettant en cause des policiers et certains de ces jeunes, une montée en puissance des tensions, des manifestations de protestations et l’attente de l’émeute qui viendra, a posteriori, montrer que la violence se trouve du côté des jeunes.

Au mieux, ces évènements s'accompagneront d'une ou plusieurs petites mesures destinées à montrer que le gouvernement a pris en compte les excès commis par certains policiers, et qu'il renforce les moyens du contrôle. Au pire, comme lors des émeutes de l'automne 2005, le mépris et le soutien sans faille aux policiers viendront clôturer la séquence. Mais depuis 2002, aucune politique ambitieuse en matière de sécurité publique n'a cherché à apporter de réponse de fond à ces tensions permanentes. <https://theconversation.com/la-persistance-des-mauvaises-relations-police-jeunes-jusqua-quand-73065>

MUCCHIELLI Laurent, **La dégradation des relations entre les habitants des quartiers pauvres et la police se lit aussi dans les chiffres**, *Métropolitiques*, 17 juin 2020

À l'heure d'importantes mobilisations contre les violences policières, Laurent Mucchielli montre que les chiffres de la délinquance témoignent de la dégradation des relations entre habitants et police, et du durcissement des politiques sécuritaires dans les banlieues populaires.

<https://www.metropolitiques.eu/A-l-heure-d-importantes-mobilisations-contre-les.html>

PURENNE Anaik, BALAZARD Hélène, **Les citoyens peuvent-ils participer à la production de la sécurité ?** *The Conversation*, 10 avril 2019

Les tensions entre jeunes et forces de l'ordre, qui minent la légitimité de la police et entravent son efficacité, sont récurrentes. Les émeutes urbaines, les violences policières, le malaise des policier·e·s, mais aussi le sentiment d'exclusion des habitant·e·s restent des enjeux brûlants en France. Dans ce contexte sensible, le dialogue semble au point mort.

Une « conférence citoyenne de consensus » consacrée à la question du rapprochement police-population dans les quartiers populaires s'est tenue en décembre 2018 à Vaulx-en-Velin (Rhône), qui fournit des pistes à ce sujet. L'enjeu de cet événement était d'outiller des citoyen·ne·s « profanes ainsi que des gendarmes et policier·e·s, pour qu'ils puissent débattre et réfléchir à des recommandations conjointes au terme d'un week-end.

Cette démarche expérimentale, qui vise à explorer les conditions de possibilité de nouveaux espaces de coproduction de l'action publique, s'inscrit dans un « air du temps » où de plus en plus de professionnel·le·s et d'élu·e·s se rangent à l'idée que la participation citoyenne est désormais nécessaire.

<https://theconversation.com/les-citoyens-peuvent-ils-participer-a-la-production-de-la-securite-114710>

ROUX Guillaume. **Expliquer le rejet de la police en banlieue : discriminations, « ciblage des quartiers » et racialisation. Un état de l'art**, *Droit et société*, vol. 97, n°3, 2017, pp. 555-568.

Quels sont les ressorts du rejet de la police qui s'exprime, depuis plusieurs décennies, dans les cités de banlieue ? Cet article propose un état de l'art, à partir de travaux sur la France et d'autres pays (États-Unis, Royaume-Uni...), issus de traditions de recherche qui, souvent, ne se rencontrent pas. D'après le domaine d'étude des *Attitudes toward the police (ATP studies)*, l'image de la police est le produit des « contacts » avec les policiers et du profilage racial. Au-delà de l'expérience individuelle, d'autres travaux documentent la construction collective d'un conflit, historiquement situé : l'action policière produit des formes spécifiques de racialisation. Des catégories se sentent ainsi visées sur la base d'une assignation raciale mais aussi territoriale (ou spatio-raciale), laquelle les constitue en tant que « groupes à risque ».

<https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2017-3-page-555.htm?contenu=article>

VULBEAU Alain, **Ce que fait la police... avec les jeunes**, *Informations sociales*, n°92, janvier 2001

A travers un inventaire précis de l'action de la police à l'égard des jeunes, on constate un élargissement de l'activité policière à de nouvelles orientations, notamment la prévention, l'insertion, l'expertise. EN même temps se développe une multiplicité des figures du policier, du justicier au protecteur. Dans ces figures différenciées, les jeunes perçoivent-ils une complémentarité ou un brouillage des rôles et des fonctions ?

VIOLENCES POLICIERES - RACISME DANS LA POLICE

DE MAILLARD Jacques, **De Minneapolis à la porte de Clichy : la question des violences policières**, *The Conversation*, 5 juin 2020

<https://theconversation.com/de-minneapolis-a-la-porte-de-clichy-la-question-des-violences-policieres-140139>

GAUTHIER, Jérémie. **Origines contrôlées. Police et minorités en France et en Allemagne**, *Sociétés contemporaines*, vol. 97, no. 1, 2015, pp. 101-127.

À partir de données ethnographiques recueillies dans des commissariats de sécurité publique en région parisienne et à Berlin, cet article propose de comparer les formes de racialisation des discours policiers et des interactions entre police et population. La recherche montre tout d'abord que la manière dont les policiers problématisent l'altérité présente des similitudes entre Berlin et la région parisienne ; ensuite, que si les populations minoritaires font l'objet d'un ciblage policier dans les deux contextes, la nature de ce ciblage diffère entre les cas français et allemand. Les stratégies de prévention mises en place à Berlin conduisent notamment à réduire la fréquence des pratiques policières les plus coercitives. La recherche invite à minorer les explications individuelles au profit d'une approche plus systémique des discriminations policières. (présentation auteur).

<https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2015-1-page-101.htm?contenu=resume>

Gauthier, Jérémie. **Esquisse du pouvoir policier discriminant. Une analyse interactionniste des cadres de l'expérience policière**, *Déviance et Société*, vol. vol. 34, no. 2, 2010, pp. 267-278.

À partir de l'observation directe du travail des agents de police de Sécurité Publique en proche banlieue parisienne, cet article propose d'analyser les conditions de production de la discrimination policière. L'approche ethnographique permet de rendre compte des catégorisations et des pratiques policières routinières qui, dans certains cas, modifient les cadres des interventions de police et transforment l'interaction policière en relation discriminante. L'analyse en terme de « pouvoir discriminant » suggère un dépassement des approches normatives de l'étude des discriminations et restitue aux interactions entre policiers et acteurs civils leur dimension dynamique et relationnelle.

<https://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2010-2-page-267.htm?contenu=resume>

Le Défenseur des droits dénonce un cas de "discrimination systémique" par la police à Paris – France TV Info, 3 juin 2020

https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/police/violences-policieres/le-defenseur-des-droits-denonce-un-cas-de-discrimination-systemique-par-la-police-a-paris_3993237.html

Racisme dans la police : "C'est très loin d'être un phénomène isolé", dénonce un délégué du syndicat Vigi – France TV Info, 6 juin 2020

https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/police/violences-policieres/racisme-dans-la-police-c-est-tres-loin-d-etre-un-phenomene-isole-denonce-un-delegue-du-syndicat-vigi_3998125.html

Racisme dans la police : "Il y a un vrai travail à faire" pour rétablir la confiance entre la population française et la police – France TV Info, 6 juin 2020

https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/police/violences-policieres/racisme-dans-la-police-il-y-a-un-vrai-travail-a-faire-pour-retablir-la-confiance-entre-la-population-francaise-et-la-police_3998231.html

"Quand on vous traite de bougnoule le premier jour de votre affectation, c'est qu'il y a un problème" : un agent victime de racisme au sein de la police témoigne – France TV Info, 5 juin 2020

https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/police/quand-on-vous-traite-de-bougnoule-le-premier-jour-de-votre-affectation-c-est-qu-il-y-a-un-probleme-le-temoignage-d-un-agent-victime-de-racisme-au-sein-de-la-police_3996847.html

« VIOLENCES ET GENRE »

AYRAL Sylvie, RAIBAUD Yves, **Les garçons, la mixité et l'animation**, *Agora débats/jeunesses*, vol. 51, no. 1, 2009, pp. 43-58.

Les garçons, dans un contexte de mixité, en refusant l'autorité, ont souvent des comportements violents et choisissent des activités qui leur paraissent plus viriles que d'autres. L'hypothèse que l'identité masculine est un construit social permet de s'interroger sur la manière dont les garçons se perçoivent et sont perçus. La naturalisation de l'identité masculine masque peut-être un projet pédagogique implicite : faire des garçons de « vrais » hommes, ni efféminés, ni homosexuels. Poser le genre comme une variable centrale de la violence sociale permet alors d'inventorier quelques ressources de l'animation permettant d'améliorer les rapports sociaux de sexe.

<https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2009-1-page-43.htm?contenu=resume>

BERTRAND Julien, et al. « **Introduction. Socialisations masculines, de l'enfance à l'âge adulte** », *Terrains & travaux*, vol. 27, no. 2, 2015, pp. 5-19.

<https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2015-2-page-5.htm>

CHAGNON, Jean-Yves, DAYAN Jacques, **Délinquance et féminin**, *Adolescence*, vol. 1, tome 36, 2018, pp. 9-12.

<https://www.cairn.info/revue-adolescence-2018-1-page-9.htm>

DEPOILLY Séverine, **Affirmation et contestation du genre dans les lycées professionnels**, *Travail, genre et sociétés*, vol. 38, no. 2, 2017, pp. 113-132.

À partir des données d'une enquête ethnographique conduite dans trois lycées professionnels de proches banlieues parisiennes relativement ségréguées et paupérisées, cet article se propose d'analyser la manière dont s'agentent, dans les espaces scolaires, les relations entre pairs du même sexe et du sexe opposé. Nous montrerons d'abord que ces relations sont conditionnées par un jeu d'assignations identitaires genrées rappelant les filles et les garçons à un ordre du genre traditionnel. Puis, nous considérerons, à partir de situations de terrain en plusieurs points similaires, certaines des formes, même partielles, de déplacement, de renversement, de subversion de cet ordre du genre notamment mobilisées par les filles.

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2017-2-page-113.htm?contenu=resume>

DEPOILLY Séverine. « **Les garçons et l'école : rapports sociaux de sexe et rapports de classe** », *Travail, genre et sociétés*, vol. 31, no. 1, 2014, pp. 151-155.

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2014-1-page-151.htm>

FASSA F. (2017), AYRAL Sylvie, RAIBAUD Yves (dir.) : Pour en finir avec la fabrique des garçons, Isabelle Collet : L'école apprend-elle l'égalité des sexes ?, Christine Morin-Messabel et Muriel Salle (dir.) : À l'école des stéréotypes, Rebecca Rogers et Françoise Thébaud : La fabrique des filles, Sabrina Sinigaglia-Amado (dir.), *Enfance et genre*, in *Nouvelles Questions Féministes*, 2017/1, vol. 36, 135-141.

<https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2017-1-page-135.htm>

Groupe « Genre et classes populaires », **La production quotidienne du genre en milieu populaire**, *Genèses*, vol. 111, no. 2, 2018, pp. 3-8.

Comment accéder aux pratiques sociales qui construisent l'identité de genre des femmes et des hommes des classes populaires ? Ce dossier, proposé par le groupe de chercheuses « Genre et classes populaires », prend le parti d'explorer la construction mutuelle du genre et de la classe dans cette temporalité à la fois particulière et banale du quotidien. À rebours des temporalités et des configurations exceptionnelles, les trois enquêtes proposées dans ce dossier interrogent les formes de domination que subissent les femmes et les hommes des classes populaires dans l'infraordinaire.

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2018-2-page-3.htm>

JAMOULLE Pascale, **Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires**, Paris, La Découverte, 2008, 294 p.

Comment quitter l'adolescence, devenir un homme et s'affirmer en tant que tel dans les cités et autres zones dénigrées, touchées de plein fouet par la désindustrialisation et son cortège d'insécurité sociales et mentales ?

Cette enquête de terrain, menée pendant trois ans dans des cités d'anciennes villes ouvrières du Nord, montre comment les prises de risque font l'objet d'un processus de production continue, permettant aux jeunes gens de poser les bases de leur identité virile et de construire leur réputation sur un territoire ; mais aussi, dans leur vie d'hommes, de gagner leur vie dans les réseaux souterrains, de diversifier leurs relations et de trouver une manière de répliquer à la honte de vivre dans des lieux stigmatisés. S'apparentant à des conduites d'honneur et de distinction, elles sont coproduites par différents éléments : fragilisation du rapport au travail, question du logement social, évolution des relations familiales, culture des cités et tensions de genre exacerbées qu'elle produit...

À travers les multiples portraits de jeunes gens et d'hommes vivant dans des cités sociales ou dans la rue, Pascale Jamouille montre combien la précarisation rend difficile la construction identitaire. Fluctuantes, les identités de ces hommes ne sont pas figées et voient alterner les moments de crise avec des tentatives de régulation des risques et de reconstruction.

LUCIA Sonia, JAQUIER Véronique, **Délinquance, victimation et facteurs de risque : différences et similitudes entre les filles et les garçons**, *Déviance et Société*, vol. 36, n°2, 2012, pp. 171-199.

La délinquance et la victimation des filles et des garçons sont comparées à l'aide des données du sondage national suisse de délinquance autoreportée. Si les garçons sont plus nombreux à indiquer un acte délinquant commis au cours des 12 derniers mois, cette différence est attribuable aux délits violents, la prévalence des vols ne différant pas selon le sexe. De même, les garçons signalent davantage de victimations violentes. La délinquance et la victimation se révèlent des expériences statistiquement corrélées chez les filles comme chez les garçons. Une analyse des facteurs associés met en évidence des divergences selon le sexe, mais également des divergences selon la nature des actes de délinquance et de victimation.

<https://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2012-2-page-171.htm?contenu=resume>

MUCCHIELLI Laurent. « Monoparentalité, divorce et délinquance juvénile : une liaison empiriquement contestable », *Déviance et Société*, vol. 25, no. 2, 2001, pp. 209-228.

Les bouleversements de la famille contemporaine font de nos jours l'objet d'une préoccupation renouvelée, et même d'une forte inquiétude de la part de nombre d'éducateurs et de psychologues. Dès lors, une synthèse de la littérature scientifique (aussi bien francophone qu'anglophone) existant sur le sujet nous a semblé utile. Après avoir rappelé et discuté ces bouleversements et ces inquiétudes (I), nous présenterons les résultats des recherches que nous avons cumulées sur l'influence supposée de la famille monoparentale et du divorce sur la délinquance (II), puis sur l'évolution dans le temps des relations entre familles et délinquances (III). Nous concluons sur la nécessité de sortir de la problématique des formes familiales, d'une part pour étudier les dynamiques relationnelles au sein de la famille, d'autre part pour problématiser la relation entre les facteurs familiaux et les facteurs extra-familiaux de la délinquance juvénile.

<https://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2001-2-page-209.htm?contenu=resume>

RAIBAUD Yves, GUERANDEL Carine, **Le sport fait mâle. La fabrique des filles et des garçons dans les cités**. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2016, 230 pages. *Travail, genre et sociétés*, 2018/2, n°40, 218-221.

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2018-2-page-218.htm>

SCOTT Joan W. « L'énigme de l'égalité », *Cahiers du Genre*, vol. 33, no. 2, 2002, pp. 17-41.

Il arrive fréquemment que les débats sur l'action positive aux États-Unis traitent séparément les questions relatives à l'égalité et à la différence, aux droits individuels et aux identités de groupe. Pourtant, ce sont là des couples de concepts interdépendants, chacun étant lié à l'autre dans une

tension nécessaire. Les tensions se manifestent de façon spécifique selon la période historique et doivent être analysées en fonction du contexte politique qui les porte et non comme des choix moraux ou éthiques a-historiques. Cet essai explore trois paradoxes — qui sont des tensions insolubles — propres aux débats sur l'action positive : 1) l'égalité est un principe absolu et une pratique historique contingente ; 2) les identités de groupe définissent des individus et leur refusent la pleine expression ou réalisation de leur individualité ; 3) les revendications de l'égalité impliquent l'acceptation et le rejet de l'identité de groupe produit par la discrimination. Autrement dit, les termes de l'exclusion, qui fondent la discrimination, sont à la fois refusés et reproduits dans la demande d'inclusion.

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2002-2-page-17.htm?contenu=article>

WIDMER Éric D, et al. « Du sentiment d'insécurité aux représentations de la délinquance », *Déviance et Société*, vol. vol. 28, no. 2, 2004, pp. 141-157

Dans la dernière décennie, une « préoccupation sociale » face à la délinquance est apparue dans de nombreux pays occidentaux suite à la diffusion, dans de larges pans de leur population, d'un sentiment d'insécurité personnelle, accompagné de la perception d'une très sérieuse augmentation de la délinquance et du risque de victimation. La Suisse a longtemps fait figure d'un pays épargné par la délinquance. Cette perception irénique persiste-t-elle, alors que les médias locaux et ceux des pays voisins se sont emparés du thème de l'insécurité? En reconceptualisant le sentiment d'insécurité comme un élément d'un système de représentations plus large touchant à l'intensité de la délinquance perçue, à ses causes, ses acteurs et ses formes, cet article montre, sur la base d'un échantillon représentatif de la population résidant en Suisse francophone, que quatre champs représentationnels de la délinquance s'opposent actuellement les uns aux autres, révélant la présence d'attitudes fondamentalement différentes face à la modernité.

<https://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2004-2-page-141.htm?contenu=article>

ET AILLEURS ?

AVENEL Cyprien, **Les émeutes juvéniles en Europe : question urbaine, sociale ou "ethnique"**, *Informations sociales*, n° 165-166, mai-août 2011, pp. 60-68

Au cours de ces trente dernières années, le phénomène des émeutes urbaines s'est diffusé dans divers pays européens. Les émeutes peuvent être très différentes selon les contextes nationaux, mais on relève des traits communs : relégation spatiale, vulnérabilité socio-économique, discrimination raciale et, parfois, marginalisation politique des populations concernées. Dans tous les pays, la ségrégation urbaine prend une intensité particulière en fonction de certains éléments fondamentaux, dont le poids de l'industrialisation, le type d'organisation de l'État-providence et les conditions politiques de l'accueil des populations immigrées.

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2011-3-page-60.htm#>

BLANC Maurice. «**La « politique de la ville » : une « exception française » ?** *Espaces et sociétés*, vol. 128-129, no. 1, 2007, pp. 71-86.

En France, les émeutes se produisent principalement dans les grands ensembles de logements sociaux à la périphérie. La « politique de la ville » tente, sans grand succès, d'améliorer la situation en privilégiant l'aménagement de l'espace. En Allemagne et en Grande-Bretagne, les programmes équivalents donnent la priorité aux mesures économiques et sociales. Malgré les discours opposés, on observe sur le terrain des actions concrètes similaires.

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-1-page-71.htm>

Centre d'analyse stratégique, **Les violences urbaines : une exception française ? Enseignements d'une comparaison internationale**, *Note de veille*, n°31, lundi 23 octobre 2006, pp. 1-4

La France a connu, à l'automne 2005, un épisode de violences urbaines que de nombreux observateurs étrangers ont qualifié d'exceptionnel, tant au regard de la situation française que de la situation de leur propre pays. Qu'en est-il exactement ? Cette note propose, un an après les événements, un essai de comparaison en s'appuyant sur une revue de la littérature existante, des rapports d'enquêtes réalisées à l'étranger¹ ainsi que sur les données recueillies par les postes diplomatiques français.

<http://archives.strategie.gouv.fr/cas/system/files/noteexternedeveille31.pdf>

Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), **Rapport sur les stratégies nationales de prévention de la violence chez les jeunes : une étude comparative internationale**, Montréal, CIPC, juin 2017, 188 p.

Cette étude comparative internationale cartographie et analyse les différentes stratégies nationales de prévention de la violence chez les jeunes dans six pays, dont l'Afrique du Sud, le Canada, la Colombie, les États-Unis, la France et la Norvège. Ces pays ont été choisis en fonction notamment de leurs revenus, en considérant que cela puisse révéler des différences importantes dans le cas de la mise en relation des acteurs.

L'objectif de cette étude est donc d'identifier comment la coordination, les dimensions qualitatives de cette coordination (collaboration, leadership et participation), ainsi que la gestion de l'information sont assurées lors de la mise en œuvre des politiques de prévention de la violence.

https://cipc-icpc.org/wp-content/uploads/2019/08/Strategies_nationales_de_prevention_de_la_violence_Jeunes_Final.pdf

REA Andrea, **Jeunes immigrés dans la cité : protestation collective, acteurs locaux et politiques publiques**, Bruxelles, Labor, 2001, 175 p., bibliogr. 3 p. (Collection La Noria) .

Cet ouvrage revient sur les émeutes qui ont éclaté le 12 mai 1991 à Forest, en Belgique. A l'époque, des centaines de jeunes immigrés se révoltent contre la discrimination raciale et le manque de reconnaissance. Dix ans plus tard, l'auteur, à l'aide d'analyses et de témoignages percutants, présente la situation de ces jeunes issus de l'immigration. Beaucoup sont encore socialement exclus et racialement discriminés.

SOTO HARDIMAN Paul, LAPEYRE Frédéric, **Les jeunes et l'exclusion dans les quartiers défavorisés : approches politiques dans six villes d'Europe**, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2004, 191 p. bibliogr. 1 p. (Tendances de la cohésion sociale; 9)

Cet ouvrage aborde certains aspects de l'"intégration" des jeunes dans les zones urbaines, notamment les implications du terme et la question des responsabilités de chacun des acteurs dans les démarches politiques.

La première partie de cet ouvrage propose de mieux comprendre les causes de la violence chez les jeunes à partir de l'analyse comparée des politiques d'intégration dans les quartiers de six villes d'Europe : Naples, Barcelone, Amsterdam, Derby, Sofia, Moscou. Ces comparaisons permettent l'élaboration d'un certain nombre de recommandations pour une politique et une pratique visant à construire la cohésion sociale parmi les jeunes des quartiers défavorisés. Cette étude s'est concentrée sur les liens entre les politiques de cohésion sociale et les aspects multidimensionnels de la violence des jeunes.

La deuxième partie zoom plus particulièrement sur les quartiers espagnols qui se situent dans le cœur historique de Naples. L'auteur étudie la question de l'intervention sociale au profit des jeunes exclus des quartiers espagnols. Ceci lui permet d'identifier des lignes directrices pour l'intégration des jeunes dans les quartiers défavorisés : donner la possibilité d'action commune entre les institutions et les adolescents ; créer un espace où les jeunes pourront exprimer leurs demandes explicites ou non ; faire prendre conscience à ces adolescents de la diversité du monde et de la pluralité des "possibles", afin de les orienter vers un monde nouveau d'action et de réaction.

PUBLICATIONS DE L'ORIV

Compte-rendu du colloque international – Prévention des radicalisations : résilience collective et polarisation sociale, mai 2020

<https://www.oriv.org/documents/retour-sur-le-colloque-international-prevention-des-radicalisations-resilience-collective-et-polarisation-sociale/#more-5207>

La prévention de la délinquance, *Actualités sur... l'intégration, la promotion de l'égalité et la ville*, n° 53, janvier 2010

https://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_cinquante_trois.pdf

Violences, crises, émeutes urbaines : qu'en est-il ? *Actualités sur... l'intégration, la promotion de l'égalité et la ville*, n° 24, février 2006

https://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_vingt_quatre.pdf

Les jeunes et les violences urbaines dans les quartiers alsaciens - Actes de la table ronde du 27 juin 1997, Strasbourg, ORIV, février 1997, 104 p. (Cahiers de l'Observatoire n°20)

https://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_vingt.pdf

Les jeunes et les violences urbaines dans les quartiers alsaciens – Etude exploratoire, Strasbourg, ORIV, juin 1996, 109 p. (Cahiers de l'Observatoire n°18)

https://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_dix_huit.pdf